

Anc	A151	A152	A153	A154	A251	A252	A262
26	35278,00	36990,00	40965,00	46120,00	49940,00	54750,00	56127,00
27	35975,00	37687,00	41767,00	46997,00	49940,00	54750,00	56127,00
28	35975,00	37687,00	41767,00	46997,00	50942,00	55762,00	57139,00
29	36672,00	38384,00	42569,00	47874,00	50942,00	55762,00	57139,00
30	36672,00	38384,00	42569,00	47874,00	51944,00	56774,00	58151,00
31	37369,00	39081,00	43371,00	48751,00	51944,00	56774,00	58151,00
32	37369,00	39081,00	43371,00	48751,00	52946,00	57786,00	59163,00
33	38066,00	39778,00	44173,00	49628,00	52946,00	57786,00	59163,00
34	38066,00	39778,00	44173,00	49628,00	53948,00	58798,00	60175,00
35	38763,00	40475,00	44975,00	50505,00	53948,00	58798,00	60175,00
36	38763,00	40475,00	44975,00	50505,00	54950,00	59810,00	61187,00
37	39460,00	41172,00	45777,00	51382,00	54950,00	59810,00	61187,00
38	39460,00	41172,00	45777,00	51382,00	55952,00	60822,00	62199,00
39	40157,00	41869,00	46579,00	52259,00	55952,00	60822,00	62199,00
40	40157,00	41869,00	46579,00	52259,00	56954,00	61834,00	63211,00
41	40854,00	42566,00	47381,00	53136,00	56954,00	61834,00	63211,00
42	40854,00	42566,00	47381,00	53136,00	57956,00	62846,00	64223,00
43	41551,00	43263,00	48183,00	54013,00	57956,00	62846,00	64223,00
44	41551,00	43263,00	48183,00	54013,00	58958,00	63858,00	65235,00
45	42248,00	43960,00	48985,00	54890,00	58958,00	63858,00	65235,00

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mai 2019 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 mei 2019 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp.

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C - 2019/12732]

**16 MAI 2019. — Ordonnance relative à l'aide et à la protection
de la jeunesse**

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle les matières visées à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, il faut entendre par :

1° accueillant familial : la personne physique qui assume volontairement, dans le cadre d'une mesure d'aide ou de protection, l'accueil d'un jeune dont elle n'est ni le père ni la mère ;

2° aide : l'aide contrainte à la jeunesse spécialisée organisée dans le cadre du Titre II de la présente ordonnance ;

3° concertation restauratrice en groupe : processus de concertation qui permet au jeune qui est soupçonné d'avoir commis un fait qualifié infraction, à la victime, à leur entourage social ainsi qu'à toutes personnes utiles, d'envisager, en groupe et avec l'aide d'un médiateur neutre, des solutions concertées sur la manière de résoudre le conflit résultant du fait qualifié infraction, notamment en tenant compte des conséquences relationnelles et matérielles du fait qualifié infraction et ce sur la base d'un mandat du juge ou du tribunal de la jeunesse ;

4° cour d'appel : chambre de la jeunesse de la cour d'appel qui statue par arrêt sur l'appel formé contre les décisions du juge ou du tribunal de la jeunesse ;

5° décret du 18 janvier 2018 : le décret du 18 janvier 2018 de la Communauté française portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

**GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD**

[C - 2019/12732]

**16 MEI 2019. — Ordonnantie betreffende de jeugdhulpverlening
en jeugdbescherming**

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. — Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Onderhavige ordonnantie regelt de in artikel 135 van de Grondwet beoogde aangelegenheden.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1° pleegzorger : de natuurlijke persoon die vrijwillig, in het kader van een hulpverlenings- of beschermingsmaatregel, een jongere opvangt wiens moeder of vader hij niet is ;

2° hulpverlening : gespecialiseerde jeugdhulpverlening, georganiseerd in het kader van Titel II van onderhavige ordonnantie ;

3° herstelgericht groepsoverleg : Overlegproces dat de jongere die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, alsook het slachtoffer, hun sociale omgeving en alle andere nuttige personen in staat stelt om, in groep en met behulp van een neutraal bemiddelaar, in overleg te overwegen hoe het conflict dat het resultaat is van het als misdrijf omschreven feit opgelost kan worden, met name door rekening te houden met de relationele en materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit, en dit op basis van een mandaat van de rechter of de jeugdrechtbank ;

4° hof van beroep : jeugdkamer van het hof van beroep die bij arrest beslist over het beroep ingesteld tegen de beslissingen van de rechter of jeugdrechtbank ;

5° decreet van 18 januari 2018 : het decreet van 18 januari 2018 van de Franse Gemeenschap houdende het Wetboek van preventie, jeugdhulpverlening en jeugdbescherming ;

6° décret du 12 juillet 2013 : le décret du 12 juillet 2013 de la Communauté flamande relatif à l'aide intégrale à la jeunesse ;

7° famille : les personnes avec qui le jeune est dans un lien de filiation, ainsi que le tuteur et le protuteur ;

8° familiaux : les personnes qui composent le milieu de vie du jeune et avec lesquelles il vit effectivement, en ce compris les accueillants familiaux ;

9° institution publique : institution qui accueille, en régime ouvert ou fermé, les jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction en vertu du Titre III en leur offrant un travail pédagogique et axé sur la restauration avec pour objectif la réintégration du jeune dans la société ;

10° jeune :

a) pour l'application du Titre II : la personne qui fait l'objet d'une procédure devant une juridiction de la jeunesse et qui est âgée de moins de dix-huit ans ou celle de moins de vingt ans pour laquelle l'aide est sollicitée avant l'âge de dix-huit ans ;

b) pour l'application du Titre III : la personne poursuivie du chef d'un fait qualifié infraction âgée de plus de douze ans et âgée de moins de dix-huit ans au moment du ou des faits qui a/ont provoqué la procédure ;

11° juge : le juge de la jeunesse qui statue par voir d'ordonnance en audience de cabinet, pendant la phase préparatoire de la procédure ainsi que pendant la phase d'exécution et de révision du jugement ;

12° juge d'appel : le juge d'appel de la jeunesse qui statue par ordonnance provisoire de cabinet pendant la procédure d'appel ;

13° loi du 8 avril 1965 : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait ;

14° mandat : la décision par laquelle le procureur du Roi, le juge ou le tribunal de la jeunesse confie une mission à un service qu'il désigne ;

15° médiation : processus de concertation qui permet au jeune poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction, à ses parents, aux personnes auxquelles il est confié ainsi qu'à la victime et, si cette dernière est mineure, à ses parents ou aux personnes auxquelles elle est confiée, d'envisager ensemble, et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences notamment relationnelles et matérielles d'un fait qualifié infraction et ce sur la base d'un mandat du procureur du Roi, du juge ou du tribunal de la jeunesse ;

16° médiation à la demande des parties : processus de concertation qui permet au jeune poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction, à ses parents, aux personnes auxquelles il est confié ainsi qu'à la victime et, si cette dernière est mineure, à ses parents ou aux personnes auxquelles elle est confiée, d'envisager ensemble, et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences notamment relationnelles et matérielles d'un fait qualifié infraction et ce sur base volontaire en dehors de tout mandat du procureur du Roi, du juge ou du tribunal ;

17° mesure : réaction du juge ou du tribunal de la jeunesse aux faits qualifiés infractions commis par le jeune, autre qu'une offre restauratrice, une offre de soutien à la parentalité ou un projet du jeune ;

18° parents : le ou les personnes qui exercent l'autorité parentale ;

19° phase préparatoire : phase qui s'étend de la saisine du juge de la jeunesse jusqu'au jugement au fond du tribunal de la jeunesse ou jusqu'à la décision du procureur du Roi de classer sans suite ;

20° protection : la protection de la jeunesse organisée dans le cadre du Titre III de la présente ordonnance ;

21° protuteur : la personne désignée par le tribunal de la jeunesse pour exercer les droits dont les parents ou l'un d'entre eux sont déchus et remplir les obligations qui y sont corrélatives ;

22° service social compétent : le service de la protection de la jeunesse mentionné à l'article 19, alinéa 2 et 3 du décret de la Communauté française du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse ou le Service social du tribunal de la jeunesse mentionné à l'article 56 du décret du 12 juillet 2013 de la Communauté flamande relatif à l'aide intégrale à la jeunesse ;

6° decreet van 12 juli 2013 : het decreet van 12 juli 2013 van de Vlaamse Gemeenschap betreffende de integrale jeugdhulp ;

7° gezin : personen met wie de jongere zich in een afstammingsband bevindt, alsook de voogd en de plaatsvervangende voogd ;

8° leefgenoten : de personen die de leefomgeving van de jongere uitmaken en met wie hij daadwerkelijk leeft, met inbegrip van de pleegzorgers ;

9° openbare instelling : de instelling die, in een open of een gesloten regime, jongeren die worden vervolgd wegens een feit dat op grond van Titel III als misdrijf wordt omschreven opvangt door hen opvoedkundige begeleiding aan te bieden, gericht op herstel en met als doelstelling de herintegratie van de jongere in de maatschappij ;

10° jongere :

a) voor de toepassing van Titel II : de persoon die het voorwerp is van een procedure voor een jeugdrechtsbank en die jonger dan achttien jaar oud is, of jonger dan 20 jaar oud is en waarvoor de hulpverlening aangevraagd werd vóór de leeftijd van achttien jaar ;

b) voor de toepassing van Titel III : de persoon die vervolgd wordt voor een als misdrijf omschreven feit en die jonger dan achttien jaar oud is op het moment van de feiten waarvoor de procedure is opgestart ;

11° rechter : de jeugdrechter die beslist bij beschikking in kabinetszitting, tijdens de voorbereidende fase van de procedure en in de fase van uitvoering en herziening van het vonnis ;

12° rechter in hoger beroep : de jeugdrechter in hoger beroep die beslist bij voorlopige kabinetsbeschikking tijdens de beroepsprocedure ;

13° wet van 8 april 1965 : wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade ;

14° mandaat : de beslissing waarmee de Procureur des Konings, de rechter of de jeugdrechtsbank een opdracht toevertrouwt aan een dienst die door hen is aangeduid ;

15° bemiddeling : overlegproces dat de jongere die voor een als misdrijf omschreven feit vervolgd wordt, zijn ouders, de personen aan wie hij is toevertrouwd, alsook het slachtoffer, en, indien die laatste minderjarig is, zijn ouders of de personen aan wie hij is toevertrouwd, in staat stelt om samen, met behulp van een neutraal bemiddelaar, de mogelijkheden te overwegen van het omgaan met in het bijzonder de relationele en materiële gevolgen van een als misdrijf omschreven feit, en dit op basis van een mandaat van de Procureur des Konings, de rechter of de jeugdrechtsbank ;

16° bemiddeling op vraag van de partijen : overlegproces dat de jongere die voor een als misdrijf omschreven feit vervolgd wordt, zijn ouders, de personen aan wie hij is toevertrouwd, alsook het slachtoffer, en, indien die laatste minderjarig is, zijn ouders of de personen aan wie hij is toevertrouwd, in staat stelt om samen, met behulp van een neutraal bemiddelaar, de mogelijkheden te overwegen van het omgaan met in het bijzonder de relationele en materiële gevolgen van een als misdrijf omschreven feit, en dit op vrijwillige basis zonder mandaat van de Procureur des Konings, de rechter of de rechtsbank ;

17° maatregel : reactie van de rechter of de jeugdrechtsbank op de als misdrijf omschreven feiten die door de jongere gepleegd zijn, behalve een herstelrechtelijk aanbod, een ondersteuningsaanbod van het ouderschap of een project van de jongere ;

18° ouders : de persoon of personen die het ouderlijk gezag uitoefenen ;

19° voorbereidende fase : fase die loopt vanaf de aanhangigmaking bij de jeugdrechter tot en met het vonnis ten gronde van de jeugdrechtsbank of tot de beslissing van de Procureur des Konings om de zaak te seponeren ;

20° bescherming : jeugdbescherming, georganiseerd in het kader van Titel III van onderhavige ordonnantie ;

21° plaatsvervangende voogd : de persoon die door de jeugdrechtsbank is aangesteld om de rechten waarvan de ouders of een van hen ontzet zijn, uit te oefenen, en de overeenkomstige verplichtingen na te komen ;

22° bevoegde sociale dienst : de dienst voor jeugdbescherming die vermeld wordt in artikel 19, lid 2 en 3 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2018 houdende het Wetboek voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming of de Sociale Dienst van de jeugdrechtsbank, vermeld in artikel 56 van het decreet van 12 juli 2013 van de Vlaamse Gemeenschap betreffende de integrale jeugdhulp ;

23° tribunal : le tribunal de la jeunesse qui statue, dans le cadre de l'audience publique, dans la phase de jugement au fond ou de révision introduite dans les formes prévues à l'article 45,2 b ou c de la loi du 8 avril 1965 ;

24° victime : la personne physique ou morale qui déclare avoir subi un dommage moral ou matériel résultant d'un fait qualifié infraction commis par un jeune âgé de moins de dix-huit ans au moment du fait.

Art. 3. La présente ordonnance s'applique aux jeunes visés à l'article 2, 10° pour lesquels le tribunal de la jeunesse est territorialement compétent pour la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, aux personnes qui font partie de la famille ou des familiers des jeunes et aux personnes physiques et morales qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles prises par les autorités judiciaires en matière d'aide et de protection de la jeunesse sur la base de la présente ordonnance.

CHAPITRE II. — *Droits fondamentaux et principes de l'administration de la justice des mineurs*

Art. 4. Tout jeune visé à l'article 2, 10° a droit à l'aide et à la protection de la jeunesse organisées dans le cadre de la présente ordonnance. Cette aide et cette protection tendent à lui permettre de se développer dans des conditions d'égalité de chances en vue de son accession à une vie conforme à la dignité humaine.

Elles visent à favoriser l'épanouissement de la personnalité du jeune, le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de ses potentialités ainsi que le renforcement des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Art. 5. Quiconque concourt à l'exécution de la présente ordonnance est tenu de prendre en considération l'intérêt supérieur du jeune et de respecter les droits et libertés qui lui sont reconnus.

Parmi ces droits et libertés dont jouissent les jeunes, à titre propre, dans le cadre de la présente ordonnance, figurent ceux qui sont énoncés dans la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, la Convention européenne de sauvegarde des droits et libertés fondamentales et dans la Constitution, ces droits et libertés devant être assortis de garanties spéciales :

a) les jeunes ont le droit d'être informés du contenu de leurs droits et libertés à tous les stades de la procédure et dans un langage accessible ;

b) la situation des jeunes ayant commis un fait qualifié infraction requiert surveillance, éducation, discipline et encadrement ; toutefois, l'état de dépendance dans lequel ils se trouvent, leur degré de développement et de maturité créent dans leur chef des besoins spéciaux qui exigent écoute, conseils et assistance ;

c) toute intervention comportant une mesure éducative vise à encourager le jeune à intégrer la société et ses normes ;

d) dans le cadre de la prise en charge des jeunes ayant commis un fait qualifié infraction, il est fait recours, lorsque cela est possible, aux mesures de substitution aux procédures judiciaires prévues par l'ordonnance, et ce en restant cependant attentif à l'impératif de protection sociale ;

e) le jeune n'est soumis à aucune limitation de ses droits politiques, civils, sociaux, économiques ou culturels autre que les limitations qui découlent de sa privation de liberté strictement nécessaire à la poursuite du but légitime de protection de la société et qui sont déterminées par ou en vertu de la loi.

Art. 6. Tous les services, publics ou privés, ainsi que les personnes, physiques ou morales, chargés d'apporter leur concours à l'application de la présente ordonnance sont tenus de respecter les droits du jeune, sans discrimination directe ou indirecte aucune au sens de l'article 4, 6° et 7° de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise.

Art. 7. L'aide et la protection se déroulent prioritairement dans le milieu de vie, l'éloignement de celui-ci étant l'exception.

En cas d'éloignement, sauf si cela est contraire à l'intérêt supérieur du jeune, il est particulièrement veillé au respect de son droit d'entretenir des relations personnelles et des contacts directs avec ses parents et ses frères et sœurs et la possibilité d'un retour auprès de ses parents est

23° rechtbank : de jeugdrechtbank die, in het kader van de openbare terechtzitting, in de fase van het vonnis ten gronde of van de herziening, ingediend in de vorm zoals bepaald in artikel 45,2 b of c van de wet van 8 april 1965, een uitspraak doet ;

24° slachtoffer : de natuurlijke persoon of rechtspersoon die verklaart morele of materiële schade te hebben geleden als resultaat van een als misdrijf omschreven feit dat gepleegd is door een jongere van minder dan achttien jaar oud op het moment van de feiten.

Art. 3. Onderhavige ordonnantie is van toepassing op de jongeren bedoeld in artikel 2, 10° waarvoor de jeugdrechtbank voor het tweetalige gebied Brussels-Hoofdstad territoriaal bevoegd is, op de personen die van het gezin deel uitmaken, op de leefgenoten van de jongeren en op natuurlijke personen en rechtspersonen die bijdragen aan de uitvoering van individuele beslissingen die door de gerechtelijke instanties inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming op basis van onderhavige ordonnantie genomen zijn.

HOOFDSTUK II. — *Fundamentele rechten en beginselen van de rechtsbedeling van minderjarigen*

Art. 4. Elke in artikel 2, 10° bedoelde jongere heeft recht op de jeugdhulpverlening en -bescherming die in het kader van onderhavige ordonnantie ingericht worden. Deze hulpverlening en bescherming zijn erop gericht om de jongere in staat te stellen zichzelf te ontwikkelen, in het kader van gelijke kansen, met het oog op zijn toetreding tot een leven waarin de menselijke waardigheid wordt geëerbiedigd.

Ze zijn erop gericht om de zelfontplooiing van de jongere, de ontwikkeling van zijn gaven en zijn mentale en fysieke vaardigheden, in de volledige mate van zijn mogelijkheden te bevorderen alsook om de mensenrechten en fundamentele vrijheden te versterken.

Art. 5. Wie zijn medewerking verleent aan de uitvoering van onderhavige ordonnantie moet het hoger belang van de jongere en de rechten en vrijheden die hem worden toegekend in acht nemen.

Tot deze rechten en vrijheden waarvan de jongeren in het kader van onderhavige ordonnantie persoonlijk geniet, behoren de rechten en vrijheden die in het Internationaal Verdrag voor de Rechten van het Kind, in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en in de Grondwet vermeld zijn, waarbij deze rechten en vrijheden gepaard moeten gaan met bijzondere garanties :

a) de jongeren hebben het recht te worden geïnformeerd over de inhoud van hun rechten en vrijheden in alle stadia van de procedure en in een taal die voor hen toegankelijk is ;

b) de situatie van de jongeren die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, vereist toezicht, opvoeding, tucht en begeleiding. Hun toestand van afhankelijkheid, hun ontwikkelingsgraad en graad van maturiteit scheppen echter bijzondere noden die luisterbereidheid, raad en bijstand vereisen ;

c) elk optreden dat een opvoedende maatregel inhoudt, heeft tot doel de jongere aan te moedigen zich in de samenleving te integreren en zich de maatschappelijke normen eigen te maken ;

d) bij de tenlasteneming van jongeren die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, wordt, wanneer zulks mogelijk is, een beroep gedaan op de in de ordonnantie bepaalde vervangingsmaatregelen voor de gerechtelijke procedures, waarbij evenwel rekening wordt gehouden met de bescherming van de maatschappij ;

e) de jongere ondergaat geen enkele beperking van zijn politieke, burgerlijke, sociale, economische of culturele rechten, behoudens de beperkingen die voortvloeien uit zijn vrijheidsbeneming die strikt noodzakelijk is voor het nastreven van het legitieme doel van bescherming van de maatschappij en die door of krachtens de wet bepaald zijn.

Art. 6. Alle diensten, openbaar of privé, alsook de personen, natuurlijke personen of rechtspersonen, die ermee belast zijn hun medewerking te verlenen aan de toepassing van onderhavige ordonnantie, dienen de rechten van de jongere te respecteren, zonder enige rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie in de zin artikel 4, 6° en 7° van de ordonnantie van 4 september 2008 ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels Gewestelijk openbaar ambt.

Art. 7. Hulpverlening en bescherming geschieden prioritair in de leefomgeving, waarbij de verwijdering hieruit uitzonderlijk moet zijn.

Als de jongere wordt verwijderd, moet, behalve als dit in strijd is met zijn hogere belang, worden gezorgd voor de eerbiediging van zijn recht om persoonlijke betrekkingen en rechtstreekse contacten met zijn ouders en zijn broers en zussen te onderhouden, en wordt de

évaluée régulièrement afin de réduire autant que possible la durée de l'éloignement.

L'aide et la protection veillent à respecter et à favoriser l'exercice du droit et du devoir d'éducation des parents.

Art. 8. § 1^{er}. La protection de la jeunesse poursuit des objectifs d'éducation, de restauration, de responsabilisation, d'émancipation et d'insertion sociale.

§ 2. Les prises en charge, dans le cadre de la protection de la jeunesse, des services et des institutions publiques répondent aux besoins reconnus en matière de délinquance juvénile, visent à la réinsertion sociale du jeune et s'inscrivent dans une démarche éducative et restauratrice.

Art. 9. Les jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction ne peuvent, en aucun cas, être assimilés aux majeurs quant à leur degré de responsabilité et aux conséquences de leurs actes.

Art. 10. Toute personne qui, à quelque titre que ce soit, apporte son concours à l'application de la présente ordonnance est, de ce fait, dépositaire des secrets qui lui sont confiés dans l'exercice de sa mission.

L'article 458 du Code pénal lui est applicable.

TITRE II. — L'aide contrainte aux jeunes et à leur famille

CHAPITRE I^{er}. — Les conditions d'intervention du tribunal de la jeunesse

Art. 11. Après avoir constaté que la santé ou la sécurité d'un jeune est actuellement et gravement compromise et que l'aide volontaire, qui a dû être préalablement envisagée soit sur la base du décret de la Communauté flamande du 18 janvier 2018, soit sur la base du décret de la Communauté flamande du 12 juillet 2013, a été refusée ou a échoué, le juge ou le tribunal de la jeunesse peut prendre à l'égard de ce jeune, de sa famille ou de ses familiers, une ou plusieurs mesures prévues à l'article 14.

La santé ou la sécurité d'un jeune est considérée comme actuellement et gravement compromise lorsque soit son intégrité physique ou psychique est menacée, soit parce que le jeune adopte de manière habituelle ou répétée des comportements qui compromettent réellement et directement ses possibilités d'épanouissement affectif, social ou intellectuel, soit encore parce que le jeune est victime de négligences graves, de mauvais traitements, d'abus d'autorité ou d'abus sexuels le menaçant directement et réellement.

Art. 12. En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique du jeune est exposée directement et actuellement à un péril grave, et lorsqu'il est démontré que l'intérêt supérieur du jeune ne permet pas d'attendre l'organisation et la mise en œuvre de l'aide volontaire, le juge de la jeunesse peut prendre, à l'égard de ce jeune, une mesure provisoire dont la nature et les modalités sont définies à l'article 16, § 1^{er}.

CHAPITRE II. — La phase préparatoire

Art. 13. § 1^{er}. Pendant la phase préparatoire, le juge de la jeunesse peut prendre une ou plusieurs des mesures pédagogiques contraignantes visées à l'article 14.

§ 2. La durée de la phase préparatoire est limitée à neuf mois à partir de la saisine du juge de la jeunesse jusqu'au jugement du tribunal de la jeunesse. À l'expiration de ce délai, les mesures provisoires cessent de plein droit.

Le dossier est communiqué au procureur du Roi en vue de sa fixation à l'audience du tribunal au plus tard six mois après la saisine.

Le procureur du Roi dispose d'un délai de deux mois à partir de la communication du dossier pour citer l'intéressé à comparaître devant le tribunal de la jeunesse.

§ 3. Lorsqu'une décision prise dans le cadre de la phase préparatoire est frappée d'appel, le délai visé au § 2 est suspendu à partir du jour de l'acte d'appel jusqu'au jour de l'arrêt rendu par la cour d'appel. La durée de cette suspension ne peut excéder deux mois.

Le juge d'appel peut prendre les mesures provisoires prévues à l'article 14.

Les mesures provisoires prises antérieurement par le juge de la jeunesse sont maintenues tant qu'elles n'ont pas été modifiées par le juge ou la cour d'appel.

mogelijkheid om bij zijn ouders terug te keren regelmatig geëvalueerd, opdat de duur van de verwijdering zo veel mogelijk beperkt wordt.

Via hulpverlening en bescherming moeten ouders worden bijgestaan bij de uitoefening van hun opvoedingsrecht en -plicht.

Art. 8. § 1. De jeugdbescherming streeft doelstellingen inzake opvoeding, herstel, responsabilisering, emancipatie en maatschappelijke integratie na.

§ 2. De tenlastenemingen, in het kader van de jeugdbescherming, door de openbare diensten en openbare instellingen, beantwoorden aan erkende behoeften inzake jeugddelinquentie en hebben tot doel de jongere weer in de samenleving in te schakelen en zijn gericht op opvoeding en herstel.

Art. 9. De jongeren die vervolgd worden voor het plegen van een als misdrijf omschreven feit, kunnen geenszins met meerderjarigen worden gelijkgesteld wat betreft hun verantwoordelijkheidsgraad en de gevolgen van hun handelingen.

Art. 10. Elke persoon die, in welke hoedanigheid ook, zijn medewerking verleent aan de toepassing van onderhavige ordonnantie, staat daardoor in voor de geheimhouding van de feiten die hem in de uitoefening van zijn opdracht worden toevertrouwd.

Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing.

TITEL II. — Hulpverlening aan jongeren en hun gezin die afdwingbaar is

HOOFDSTUK I. — De voorwaarden voor het optreden van de jeugdrechtsbank

Art. 11. Nadat de rechter of de jeugdrechtsbank heeft vastgesteld dat de gezondheid of de veiligheid van de jongere onmiddellijk en ernstig in het gedrang is en dat de vrijwillige hulpverlening, die eerder in aanmerking moest worden genomen, hetzij op basis van het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2018, hetzij op basis van de decreten van de Vlaamse Gemeenschap van 12 juli 2013, geweigerd werd of mislukt is, kan zij ten aanzien van deze jongere, van zijn familie of van zijn naasten een maatregel nemen waarin voorzien in artikel 14.

De gezondheid of de veiligheid van een jongere wordt geacht onmiddellijk en ernstig in het gedrang te zijn wanneer zijn fysieke of psychische integriteit bedreigd is, hetzij omdat hij/zij gewoonlijk of herhaaldelijk gedragingen stelt die op reële en rechtstreekse wijze zijn mogelijkheden tot affectieve, sociale of intellectuele ontplooiing belemmeren, hetzij omdat hij/zij het slachtoffer is van ernstige nalatigheden, van mishandelingen, van misbruik van gezag of van seksueel misbruik die hem/haar op rechtstreekse en reële wijze bedreigen.

Art. 12. In geval van hoogdringendheid wanneer de fysieke of psychische integriteit van de jongere onmiddellijk en rechtstreeks blootgesteld is aan een ernstig gevaar, en wanneer is aangetoond dat het belang van de jongere niet toelaat de organisatie en het concreet verlenen van vrijwillige hulp af te wachten, kan de jeugdrechtsbank ten aanzien van deze jongere een voorlopige maatregel treffen waarvan de aard en de nadere regels bepaald zijn in artikel 16, § 1.

HOOFDSTUK II. — De voorbereidende fase

Art. 13. § 1^{er}. Tijdens de voorbereidende fase kan de jeugdrechter een of meerdere dwingende pedagogische maatregelen nemen zoals bedoeld in artikel 14.

§ 2. De duur van de voorbereidende fase is beperkt tot negen maanden vanaf de aanhangigmaking bij de jeugdrechter tot en met het vonnis van de jeugdrechtsbank. Bij het verstrijken van deze termijn lopen de voorlopige maatregelen van rechtswege ten einde.

Het dossier wordt aan de Procureur des Konings overgemaakt met het oog op de vastlegging op de zitting van de rechtsbank, ten laatste zes maanden na de aanhangigmaking.

De Procureur des Konings beschikt over een termijn van twee maanden vanaf de kennisgeving van het dossier om de belanghebbende te dagvaarden voor de jeugdrechtsbank.

§ 3. Wanneer tegen een in het kader van de voorbereidende fase genomen beslissing een beroep ingesteld is, wordt de termijn bedoeld in § 2 vanaf de dag van de akte van beroep tot de dag van het arrest dat door het hof van beroep uitgesproken wordt, geschorst. De duur van deze schorsing mag twee maanden niet overschrijden.

De rechter in hoger beroep kan de voorlopige maatregelen bedoeld in artikel 14 treffen.

De voorlopige maatregelen die voorheen door de jeugdrechter getroffen zijn, worden gehandhaafd zolang ze niet door de rechter in hoger beroep of het hof van beroep gewijzigd zijn.

CHAPITRE III. — *Les mesures d'aide à disposition du juge et du tribunal de la jeunesse*

Section 1^{re}. — Procédure non urgente

1. Mesures et principes généraux

Art. 14. § 1^{er}. Lorsque les conditions prévues à l'article 11 sont réunies, le juge ou le tribunal de la jeunesse peut prendre une ou plusieurs des mesures contraignantes suivantes :

1° donner une directive pédagogique aux personnes investies de l'autorité parentale à l'égard du jeune ou qui en assument la garde en fait ou en droit ;

2° soumettre le jeune à la surveillance du service social compétent en lui imposant éventuellement les conditions suivantes :

a) fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécialisé ;

b) suivre les directives pédagogiques d'un service d'accompagnement ;

c) suivre les directives médicales et/ou psychologique d'un professionnel, d'un centre de santé mentale, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médicosocial ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie et sur la base d'un certificat médical lorsque la directive intègre une dimension médicale ;

d) avoir régulièrement un entretien avec l'assistant social compétent ;

3° ordonner une guidance familiale, psychosociale, éducative et/ou thérapeutique de nature non médicale pour le jeune, sa famille et/ou ses familiers ;

4° imposer au jeune, à sa famille ou ses familiers un projet éducatif ;

5° imposer au jeune de fréquenter un service semi-résidentiel ;

6° permettre au jeune, s'il a plus de 16 ans, de se fixer dans une résidence autonome ou supervisée et de prendre inscription au registre de la population du lieu de cette résidence ;

7° confier le jeune à un centre d'observation et/ou d'orientation ;

8° en cas d'urgence, confier le jeune à un centre d'accueil ;

9° confier le jeune à un accueillant familial ;

10° décider, dans des situations exceptionnelles, que le jeune sera hébergé temporairement dans un établissement approprié à régime ouvert en vue de son traitement si la nécessité thérapeutique en est établie sur la base d'un certificat médical ou, s'il s'agit d'un service psychiatrique, conformément au § 4 ;

11° décider, dans des situations exceptionnelles, que le jeune sera hébergé dans un établissement approprié en vue de son éducation, de son instruction ou de sa formation professionnelle.

§ 2. Les mesures visées peuvent être prises tant pendant la phase préparatoire de la procédure que lorsqu'il est statué au fond.

§ 3. Les dispositions de la présente ordonnance sont appliquées sans préjudice de l'application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

Le placement en régime fermé dans un service psychiatrique sur décision médicale ne peut se faire qu'en vertu de la loi précitée.

En cas d'application de la loi du 26 juin 1990 précitée aux personnes renvoyées initialement devant le juge ou le tribunal de la jeunesse, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure, prise conformément à l'article 12, 3°, ou 19, de la loi du 26 juin 1990, n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le juge ou le tribunal de la jeunesse en est informé et seulement si le juge ou le tribunal estime ce délai nécessaire. Dans ce délai, et sans pouvoir le prolonger, le juge ou le tribunal statue sur toute autre mesure visée au § 1^{er} qu'il juge utile.

Les mesures visées à l'article 14 qui sont incompatibles avec la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux sont suspendues lorsque le jeune est confié à une institution psychiatrique en vertu de cette loi.

§ 4. En dehors de l'application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, le juge de la jeunesse ne peut confier le jeune à un service psychiatrique à régime ouvert en

HOOFDSTUK III. — *De hulpverleningsmaatregelen die ter beschikking staan van de rechter en de jeugdrechtbank*

Afdeling 1. — Niet dringende procedure

1. Algemene beginselen en maatregelen

Art. 14. § 1. Wanneer de in artikel 11 bepaalde voorwaarden vervuld zijn, kan de rechter of de jeugdrechtbank een of meerdere van de volgende dwingende maatregelen nemen :

1° een pedagogische richtlijn verstrekken aan de personen die titularis zijn van het ouderlijk gezag over de jongere of die de jongere in feite of in rechte onder hun hoede hebben ;

2° de jongere onder toezicht van een bevoegde sociale dienst stellen en hem desgevallend onderwerpen aan de volgende voorwaarden :

a) het regelmatig bezoeken van een schoolinstelling van het gewoon of buitengewoon onderwijs ;

b) het volgen van de pedagogische richtlijnen van een begeleidende dienst ;

c) het volgen van de medische en/of psychologische richtlijnen van een professionele hulpverlener, een centrum voor geestelijke gezondheid, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg, een psycho-medische sociale dienst of van een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen, indien de nood aan behandeling is vastgesteld en op basis van een medisch attest wanneer de richtlijn een medisch karakter heeft ;

d) regelmatig gesprekken hebben met de bevoegde maatschappelijk assistent ;

3° een familiale, psychosociale, opvoedende en/of therapeutische begeleiding die niet van medicinale aard is bevelen ten aanzien van de jongere, zijn familie en/of zijn naasten ;

4° de jongere, zijn familie of zijn naasten een opvoedend project opleggen ;

5° de jongere een semi-residentiële voorziening doen bezoeken ;

6° de jongere die ouder is dan zestien jaar toestaan om zelfstandig of onder permanent toezicht te wonen en om zich op deze verblijfplaats te laten inschrijven in de bevolkingsregisters ;

7° de jongere aan een observatie- en/of oriëntatiecentrum toevertrouwen ;

8° bij hoogdringendheid, de jongere toevertrouwen aan een opvangcentrum ;

9° de jongere toevertrouwen aan een pleegzorger ;

10° in uitzonderlijke omstandigheden bevelen dat de jongere tijdelijk zal verblijven in een geschikte open instelling met het oog op zijn behandeling, indien de nood aan behandeling is vastgesteld op basis van een medisch attest of, indien het om een psychiatrie dienst gaat, in overeenstemming met § 4 ;

11° in uitzonderlijke omstandigheden, bevelen dat de jongere zal verblijven in een geschikte instelling, met het oog op zijn opvoeding, onderrichting of professionele opleiding.

§ 2. De bedoelde maatregelen kunnen zowel in de voorbereidende fase van de procedure genomen worden als wanneer er een uitspraak ten gronde wordt gedaan.

§ 3. De bepalingen uit onderhavige ordonnantie worden toegepast zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

De plaatsing in een gesloten psychiatrie dienst op basis van een medische beslissing is enkel mogelijk op grond van voornoemde wet.

Ingeval voornoemde wet van 26 juni 1990 toegepast wordt op de personen die oorspronkelijk naar de rechter of de jeugdrechtbank doorverwezen werden, wordt de beslissing van de arts-diensthoofd om de maatregel op te heffen, genomen in overeenstemming met artikel 12, 3°, of 19, van de wet van 26 juni 1990, pas uitgevoerd na een termijn van vijf werkdagen, te tellen vanaf de dag waarop de rechter of de jeugdrechtbank hierover wordt ingelicht en enkel indien de rechter of de rechtbank deze termijn nodig acht. Binnen deze termijn, en zonder die te kunnen verlengen, doet de rechter of de rechtbank een uitspraak over elke andere in § 1 bedoelde maatregel die hij nuttig acht.

De in artikel 14 bedoelde maatregelen die onverenigbaar zijn met de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke worden geschorst wanneer de jongere toevertrouwd wordt aan een psychiatrie instelling op grond van die wet.

§ 4. Buiten de toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke, kan de jeugdrechtbank de jongere met het oog op zijn behandeling enkel aan een open

vue de son traitement que sur la base d'un certificat médical émanant d'un pédopsychiatre, à la suite d'un examen datant de quinze jours au plus, attestant de la nécessité thérapeutique de cette mesure.

En cas d'urgence, le juge peut ordonner la mesure visée à l'alinéa 1^{er} sur la base d'un rapport médical circonstancié, à condition que la nécessité thérapeutique de la mesure soit confirmée par un certificat médical émanant d'un pédopsychiatre dans les trente jours qui suivent le début de la mesure.

§ 5. L'application des mesures prévues au présent article devra toujours viser à restaurer le bon fonctionnement de la famille du jeune, et, à cette fin, la distance entre le lieu d'exécution de la mesure et la résidence de la famille du jeune sera limitée dans toute la mesure du possible, sauf s'il est, dans certaines situations exceptionnelles, démontré que le bien-être personnel du jeune impose une autre solution.

§ 6. Le juge de la jeunesse rend visite au moins une fois par semestre à tout jeune qui fait l'objet d'une des mesures prévues à l'article 14, § 1^{er}, 6^o à 11^o.

2. Durée, fin, rapport, modification et prolongation des mesures

Art. 15. § 1^{er}. Les mesures prises pendant la phase préparatoire de la procédure ne valent que pour une période de neuf mois à moins qu'à la demande du jeune, de sa famille, de ses familiers ou du procureur du Roi, elles ne soient préalablement prolongées par jugement pour une ou plusieurs périodes ne dépassant pas le jour où il est statué au fond.

§ 2. La durée des mesures visées à l'article 14, est limitée à un an maximum à compter du jour où la mesure est prise par le tribunal de la jeunesse ou, en cas d'appel, du jour de l'arrêt de la cour d'appel. Sauf celles visées aux 4^o, 7^o et 8^o de l'article 14, les autres mesures peuvent être prolongées pour une ou plusieurs périodes maximales d'un an.

§ 3. Les mesures prévues à l'article 14, prennent fin de plein droit le jour où le jeune atteint l'âge de dix-huit ans à moins qu'elles ne soient préalablement prolongées par jugement, à la demande du procureur du Roi, du jeune, de sa famille ou de ses familiers, pour une ou plusieurs périodes ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt ans.

§ 4. Les mesures visées à l'article 14, peuvent à tout moment, soit d'office par le juge ou le tribunal de la jeunesse, soit à la demande du procureur du Roi, soit encore, par requête, à la demande du jeune, de ses parents ou des personnes qui ont la garde du jeune en fait ou en droit, être rapportées ou remplacées par une autre mesure prévue à cet article et agir, dans les limites de la présente ordonnance, au mieux des intérêts du jeune.

Section 2. — Procédure urgente

Art. 16. § 1^{er}. Dans le cas visé à l'article 12, le juge peut prendre une des mesures visées à l'article 14, § 1^{er}, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o et 11^o.

§ 2. La mesure prise d'urgence par le juge de la jeunesse est valable pour une durée de trente jours, renouvelable une seule fois.

§ 3. Lorsque le juge de la jeunesse est saisi conformément à l'article 12, il en avise immédiatement soit le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles soit aux gémantateerde voorzieningen selon la langue dans laquelle la procédure a été menée devant la juridiction, afin que ceux-ci puissent éventuellement organiser une aide volontaire.

Au cas où le jeune ne comprend pas la langue de la procédure, le juge de la jeunesse a la faculté de désigner un service ou une institution qui relève de la compétence d'une autre autorité.

§ 4. Lorsque l'aide volontaire a pu être organisée pendant le premier délai de trente jours, le juge de la jeunesse, ainsi que le procureur du Roi, en sont avisés par le service compétent au moins trois jours ouvrables avant l'échéance de ce délai.

La mesure d'urgence ordonnée par le juge de la jeunesse est levée dès qu'il homologue l'accord. La mesure d'aide volontaire est mise en œuvre soit par le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles soit par les gémantateerde voorzieningen dès son homologation par le juge de la jeunesse, conformément à l'article 63bis, § 2, de la loi du 8 avril 1965.

Le juge ne peut refuser son homologation que si elle est contraire à l'ordre public.

psychiatrische dienst toevertrouwen op basis van een medisch getuigschrift dat van een kinderpsychiater afkomstig is, ingevolge een onderzoek van maximum vijftien dagen geleden, dat de therapeutische noodzaak van deze maatregel staft.

In geval van dringendheid kan de rechter de in het 1ste lid bedoelde maatregel op basis van een gedetailleerd medisch verslag bevelen, op voorwaarde dat de therapeutische noodzaak van de maatregel binnen de dertig dagen na het begin van de maatregel door een medisch attest dat van een kinderpsychiater afkomstig is, bevestigd wordt.

§ 5. De toepassing van de in dit artikel voorziene maatregelen zal er altijd op gericht moeten zijn om de goede werking van het gezin van de jongere te herstellen, en hiertoe zal de afstand tussen de plaats van uitvoering van de maatregelen en de verblijfplaats van het gezin van de jongere in de mate van het mogelijke beperkt worden, behalve wanneer er in bepaalde uitzonderlijke situaties wordt aangetoond dat het persoonlijk welzijn van de jongere een andere oplossing vereist.

§ 6. De jeugdrechter legt minstens één keer in de zes maanden een bezoek af aan iedere jongere die het voorwerp van een van de in artikel 14, § 1, 6^o tot 11^o bedoelde maatregelen uitmaakt.

2. Duur, einde, intrekking, wijziging en verlenging van de maatregelen

Art. 15. § 1. De maatregelen die in de voorbereidende fase van de procedure getroffen worden, gelden slechts voor een periode van negen maanden, tenzij ze op vraag van de jongere, zijn gezin, zijn leefgenoten of van de Procureur des Konings vooraf door vonnis verlengd werden voor een of meerdere periodes die de dag waarop er een uitspraak ten gronde is gedaan niet mag overschrijden.

§ 2. De duur van de in artikel 14 bedoelde maatregelen is beperkt tot maximaal één jaar, te tellen vanaf de dag waarop de maatregel getroffen is door de jeugdrechtbank of, in geval van ingesteld beroep, vanaf de dag van het arrest van het hof van beroep. Afgezien van de maatregelen bedoeld in 4^o, 7^o en 8^o van artikel 14 kunnen de andere maatregelen voor een of meerdere periodes van maximaal één jaar verlengd worden.

§ 3. De in artikel 14 voorziene maatregelen worden van rechtswege beëindigd op de dag waarop de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt, tenzij ze vooraf door een vonnis, op vraag van de Procureur des Konings, van de jongere, van zijn gezin of zijn leefgenoten, verlengd werden voor één of meerdere periodes die de dag waarop de jongere de leeftijd van twintig jaar bereikt niet mag overschrijden.

§ 4. De in artikel 14 bedoelde maatregelen kunnen op elk moment, ofwel van ambtswege door de rechter of de jeugdrechtbank, ofwel op vraag van de Procureur des Konings, ofwel met een verzoekschrift op vraag van de jongere, van zijn ouders of van de personen die de jongere in feite of in rechte onder hun hoede hebben, ingetrokken of vervangen worden door een andere in dit artikel voorziene maatregel, en dit binnen de grenzen van onderhavige ordonnantie en in het beste belang van de jongere.

Afdeling 2. — Dringende procedure

Art. 16. § 1. In het geval bedoeld in artikel 12 kan de rechter een van de in artikel 14, § 1, 7^o, 8^o, 9^o, 10 of 11^o bedoelde maatregelen treffen.

§ 2. De maatregel die met hoogdringendheid door de jeugdrechter wordt genomen, is geldig voor een duur van dertig dagen en is één keer verlengbaar.

§ 3. Wanneer de jeugdrechter in overeenstemming met artikel 12 aangezocht wordt, brengt hij hier onmiddellijk ofwel de Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles, ofwel de gémantateerde voorzieningen van op de hoogte, volgens de taal waarin de procedure voor het gerecht gevoerd werd, zodat zij eventueel vrijwillige hulpverlening kunnen organiseren.

Ingeval de jongere de taal van de procedure niet begrijpt, heeft de jeugdrechter de mogelijkheid om een dienst of instelling aan te duiden die onder de bevoegdheid van een ander gezag valt.

§ 4. Wanneer de vrijwillige hulpverlening binnen de eerste termijn van dertig dagen georganiseerd kon worden, worden de jeugdrechter en ook de Procureur des Konings ten minste drie werkdagen voor het aflopen van deze termijn hiervan door de bevoegde dienst ingelicht.

De door de jeugdrechter bevolen dringende maatregel wordt opgeheven zodra hij het akkoord homologeert. De vrijwillige hulpverleningsmaatregel wordt ofwel door de Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles, ofwel door de gémantateerde voorzieningen uitgevoerd vanaf de homologatie door de jeugdrechter, overeenkomstig artikel 63bis, § 2, van de wet van 8 april 1965.

De rechter kan zijn homologatie enkel weigeren indien deze ingaat tegen de openbare orde.

Lorsque l'aide volontaire n'a pu être organisée pendant le premier délai de trente jours, le juge de la jeunesse, ainsi que le procureur du Roi, en sont également avisés par le service compétent au moins trois jours ouvrables avant l'échéance de ce délai.

Le juge de la jeunesse peut alors, si les conditions prévues à l'article 12 sont toujours réunies, prolonger la mesure d'urgence pour un nouveau délai de trente jours.

Toutefois, si le juge de la jeunesse estime inopportun de prolonger la mesure d'urgence, il en avise immédiatement le procureur du Roi qui pourra alors saisir le juge ou le tribunal conformément à l'article 11.

Lorsque l'aide volontaire n'a pu être organisée pendant le second délai de trente jours, le juge de la jeunesse, ainsi que le procureur du Roi, en sont avisés par le service compétent au plus tard trois jours ouvrables avant l'expiration du second délai de trente jours. Le procureur du Roi pourra alors saisir le juge ou le tribunal de la jeunesse conformément à l'article 11.

TITRE III. — *La protection des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction*

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application*

Art. 17. § 1^{er}. Les dispositions du présent Titre s'appliquent au jeune visé à l'article 2, 10^o, b) conformément à l'article 3 de la présente ordonnance.

§ 2. Les jeunes suspectés d'un fait qualifié infraction qui n'ont pas encore atteint l'âge de douze ans au moment du fait sont présumés, de manière irréfragable, non responsables de leurs actes. À leur égard, le procureur du Roi peut renvoyer l'affaire aux services compétents des Communautés dans le cadre de l'aide à la jeunesse en vertu des décrets du 18 janvier 2018 et du 12 juillet 2013.

§ 3. Lorsque le jeune est âgé de plus de dix-huit ans au moment de l'ordonnance ou du jugement, il est assimilé à un mineur pour l'application des dispositions de la loi du 8 avril 1965 et de la présente ordonnance relatives à la procédure.

Art. 18. Le juge et le tribunal de la jeunesse connaissent des réquisitions du procureur du Roi à l'égard des personnes poursuivies du chef d'un fait qualifié infraction, commis avant l'âge de dix-huit ans accomplis.

Art. 19. Par dérogation à l'article 17, et sauf en cas de connexité avec des poursuites du chef d'infractions autres que celles prévues ci-dessous, les juridictions compétentes en vertu du droit commun, connaissent des réquisitions du procureur du Roi à l'égard des personnes de plus de seize ans et de moins de dix-huit ans au moment des faits, poursuivis du chef d'infraction :

1° aux dispositions des lois et règlements sur la police du roulage ;

2° d'homicide involontaire ou coups ou blessures involontaires au sens du Code pénal, pour autant que l'infraction soit connexe à une infraction aux lois et règlements visés au 1° ;

3° à la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicule automoteurs.

Si les débats devant ces juridictions font apparaître qu'une mesure de garde ou d'éducation serait plus adéquate en la cause, ces juridictions peuvent, par décision motivée, se dessaisir et renvoyer l'affaire au procureur du Roi aux fins de réquisitions devant le tribunal de la jeunesse, s'il y a lieu.

CHAPITRE II. — *La médiation à la demande des parties*

Art. 20. § 1^{er}. Conformément à l'article 3^{ter} du Titre préliminaire du Code d'Instruction criminelle et sous réserve de l'offre de médiation par le procureur du Roi visée à l'article 26 et de l'offre restauratrice consistant en une médiation ou une concertation restauratrice en groupe proposée par le juge ou le tribunal de la jeunesse et visée à l'article 50 de la présente ordonnance, toute personne qui a un intérêt direct peut, dans chaque phase de la procédure judiciaire et de l'exécution de la mesure, s'adresser à un service qui met en œuvre la médiation à la demande des parties.

Wanneer de vrijwillige hulpverlening binnen de eerste termijn van dertig dagen niet georganiseerd kon worden, worden de jeugdrechter en de Procureur des Konings ook ten minste drie werkdagen voor het verlopen van deze termijn door bevoegde dienst ingelicht.

De jeugdrechter kan op dat moment, indien de in artikel 12 bepaalde voorwaarden nog steeds vervuld zijn, de dringende maatregel verlenen voor een nieuwe termijn van dertig dagen.

Indien de jeugdrechter echter oordeelt dat het ongepast is om de dringende maatregel te verlengen, brengt hij daar onmiddellijk de Procureur des Konings van op de hoogte, die op dat moment de rechter of de rechtbank zal kunnen aanzoeken in overeenstemming met artikel 11.

Wanneer de vrijwillige hulpverlening niet binnen de tweede termijn van dertig dagen georganiseerd kon worden, worden zowel de jeugdrechter als de Procureur des Konings hiervan door de bevoegde dienst ten laatste drie werkdagen voor het verstrijken van de tweede termijn van dertig dagen ingelicht. De Procureur des Konings kan dan de rechter of de jeugdrechtbank in overeenstemming met artikel 11 aanzoeken.

TITEL III. — *De bescherming van jongeren die vervolgd worden voor een als misdrijf omschreven feit*

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Art. 17. § 1. De bepalingen van onderhavige Titel zijn van toepassing op de jongere bedoeld in artikel 2, 10^o, b), in overeenstemming met artikel 3 van onderhavige ordonnantie.

§ 2. De jongeren die verdacht worden van een als misdrijf omschreven feit en die op het moment van de feiten de leeftijd van twaalf jaar nog niet bereikt hebben, worden onweerlegbaar geacht niet-verantwoordelijk te zijn voor hun daden. De Procureur des Konings kan hun zaak doorverwijzen naar de bevoegde diensten van de Gemeenschappen in het kader van de jeugdhulpverlening op grond van de decreten van 18 januari 2018 en van 12 juli 2013.

§ 3. Wanneer de jongere ouder dan achttien jaar is op het moment van de beschikking of van het vonnis, wordt hij gelijkgesteld met een minderjarige voor de toepassing van de bepalingen uit de wet van 8 april 1965 en onderhavige ordonnantie met betrekking tot de procedure.

Art. 18. De rechter en de jeugdrechtbank nemen kennis van vorderingen van de Procureur des Konings ten aanzien van personen die vervolgd worden voor een als misdrijf omschreven feit dat gepleegd is voor het bereiken van de volle leeftijd van achttien jaar.

Art. 19. In afwijking van artikel 17 en behoudens in geval van samenhang met de vervolgingen uit hoofde van andere inbreuken dan die die hieronder bepaald zijn, hebben de op grond van het gemeen recht bevoegde rechtscolleges kennis van vorderingen van de Procureur des Konings ten aanzien van personen van ouder dan zestien en jonger dan achttien jaar oud op het moment van de feiten, die vervolgd worden voor inbreuken :

1° tegen de bepalingen uit de wetten en regelgevingen van de politie van het wegverkeer ;

2° voor onopzettelijke doodslag, onopzettelijke letsels of onopzettelijke slagen en verwondingen in de zin van het Strafwetboek, voor zover de inbreuk verband houdt met een inbreuk tegen de wetten en reglementen die bedoeld zijn in 1° ;

3° tegen de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

Indien de debatten voor deze rechtscolleges doen blijken dat een bewaringsmaatregel of een opvoedkundige maatregel in dit geval beter geschikt zou zijn, kunnen deze rechtscolleges de zaak via een met redenen omklede beslissing uit handen geven en doorverwijzen naar de Procureur des Konings voor vorderingen voor de jeugdrechtbank, indien nodig.

HOOFDSTUK II. — *Bemiddeling op vraag van de partijen*

Art. 20. § 1. In overeenstemming met artikel 3^{ter} van de voorgaande titel van het Wetboek van strafvordering en onder voorbehoud van het bemiddelingsaanbod door de Procureur des Konings bedoeld in artikel 26 en van het herstelrechtelijk aanbod dat uit een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg bestaat dat door de rechter of de jeugdrechtbank aangeboden is en in artikel 50 van onderhavige ordonnantie beoogd wordt, mag iedere persoon die een rechtstreeks belang heeft, in ieder stadium van de gerechtelijke procedure en van de uitvoering van maatregel, zich tot een dienst wenden die de bemiddeling op vraag van de partijen uitvoert.

§ 2. La médiation à la demande des parties organisée dans le cadre de la présente ordonnance n'est possible que pour les faits qualifiés infractions dont le procureur du Roi a connaissance.

§ 3. Toute personne peut s'adresser à un service de médiation qui met en œuvre la médiation à la demande des parties lorsque soit :

1° le procureur du Roi ne propose pas la médiation visée à l'article 26 du projet ;

2° le juge ou le tribunal de la jeunesse ne propose pas l'offre restauratrice visée à l'article 50 de la présente ordonnance.

Le procureur du Roi, le juge ou le tribunal de la jeunesse veillent à ce que les personnes impliquées dans une procédure judiciaire soient informées sur la possibilité de recourir à une telle médiation.

§ 4. La personne qui souhaite recourir à la médiation visée au § 1^{er} adresse sa demande au service de médiation qu'elle choisit.

Ce service peut solliciter l'autorisation du procureur du Roi de prendre connaissance du dossier.

§ 5. Les parties peuvent se faire assister par un avocat au cours de la médiation.

Art. 21. § 1^{er}. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une médiation à la demande des parties sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

§ 2. Les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

§ 3. Sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le médiateur ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction.

Art. 22. Si des éléments de la médiation sont portés à la connaissance du juge ou du tribunal de la jeunesse conformément à l'article 21, § 1^{er}, il en est fait mention dans l'ordonnance ou le jugement. Le juge ou le tribunal peut en tenir compte et le mentionne, le cas échéant, dans l'ordonnance ou le jugement.

CHAPITRE III. — *La phase d'information et les compétences du procureur du Roi*

Section 1^{re}. — Classement sans suite

Art. 23. Le classement sans suite peut être pur et simple, ou précédé d'une lettre d'avertissement ou d'un rappel à la loi.

Art. 24. Le procureur du Roi peut adresser au jeune une lettre d'avertissement dans laquelle il indique qu'il a pris connaissance des faits, qu'il estime ces faits établis à charge du jeune et qu'il a décidé de classer le dossier sans suite.

Une copie de la lettre d'avertissement est transmise aux parents, ainsi qu'aux personnes qui ont la garde en droit ou en fait du jeune.

Le procureur du Roi peut convoquer le jeune et ses parents et leur notifier un rappel à la loi et les risques qu'ils courent.

Art. 25. Le classement sans suite ne fait pas obstacle à la possibilité pour les parties de s'adresser à un service de médiation organisant la médiation à la demande des parties conformément aux articles 20 à 22.

Section 2. — La médiation

Art. 26. Le procureur du Roi informe par écrit le jeune, ses parents, les personnes qui en ont la garde en droit ou en fait et la victime, qu'elles peuvent participer à une médiation et qu'elles ont, dans ce cadre, la possibilité de s'adresser à un service de médiation qu'il désigne.

Le procureur du Roi peut faire une telle proposition lorsqu'une victime est identifiée.

§ 2. De bemiddeling op vraag van de partijen die in het kader van onderhavige ordonnantie wordt georganiseerd, is enkel mogelijk voor de als misdrijf omschreven feiten waarvan de Procureur des Konings kennis heeft.

§ 3. Ieder persoon kan zich richten tot een bemiddelingsdienst die op vraag van de partijen aan bemiddeling doet, en dit wanneer ofwel :

1° de Procureur des Konings de in artikel 26 van het ontwerp bedoelde bemiddeling niet voorstelt ;

2° de rechter of de jeugdrechtbank het in artikel 50 van onderhavige ordonnantie bedoelde herstelrechtelijke aanbod niet voorstelt.

De Procureur des Konings, de rechter of de jeugdrechtbank zien erop toe dat de personen die betrokken zijn bij een gerechtelijke procedure op de hoogte worden gebracht van de mogelijkheid om gebruik te maken van dergelijke bemiddeling.

§ 4. De persoon die gebruik wenst te maken van de in § 1 bedoelde bemiddeling, richt zijn vraag aan de bemiddelingsdienst die hij kiest.

Deze dienst kan aan de Procureur des Konings de toelating vragen om kennis te nemen van het dossier.

§ 5. De partijen kunnen zich tijdens de bemiddeling laten bijstaan door een advocaat.

Art. 21. § 1. De opgestelde documenten en de gedane mededelingen die in het kader van een bemiddelingsprocedure op vraag van de partijen opgesteld of gedaan worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarover de partijen overeenkomen dat ze het ter kennis brengen van de gerechtelijke instanties. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechtelijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekenen.

§ 2. De vertrouwelijke documenten die toch ter kennis gebracht worden of waarop een partij zich baseert zonder inachtneming van de geheimhoudingsplicht, worden van ambtswege uit de debatten uitgesloten.

§ 3. Zonder afbreuk te doen aan de verplichting die de wet oplegt, mag de bemiddelaar de feiten waarvan hij op grond van zijn functie kennis neemt, niet openbaar maken.

Art. 22. Indien elementen uit de bemiddeling ter kennis gebracht worden van de rechter of de jeugdrechtbank in overeenstemming met artikel 21, § 1, wordt daar melding van gemaakt in de beschikking of het vonnis. De rechter of de jeugdrechtbank kan hier rekening mee houden en vermeldt dit desgevallend in de beschikking of het vonnis.

HOOFDSTUK III. — *De onderzoeksfase en de bevoegdheden van de Procureur des Konings*

Afdeling 1. — Seponering

Art. 23. De seponering kan op zichzelf staan of voorafgegaan worden door een waarschuwingsbrief of een herinnering aan de wet.

Art. 24. De Procureur des Konings kan aan de jongere een waarschuwingsbrief richten waarin hij aangeeft dat hij kennis genomen heeft van de feiten, dat hij oordeelt dat deze feiten aan een jongere ten laste gelegd worden en dat hij besloten heeft om de zaak te seponeren.

Een kopie van de waarschuwingsbrief wordt overgemaakt aan de ouders, evenals aan de personen die de jongere in feite of in rechte onder hun hoede hebben.

De Procureur des Konings kan de jongere en zijn ouders oproepen en hen een herinnering aan de wet en de risico's die ze lopen ter kennis brengen.

Art. 25. De seponering staat er niet aan in de weg dat de partijen zich tot een bemiddelingsdienst kunnen wenden die de bemiddeling op vraag van de partijen in overeenstemming met de artikelen 20 tot 22 organiseert.

Afdeling 2. — Bemiddeling

Art. 26. De Procureur des Konings brengt de jongere, zijn ouders, de personen die de jongere in rechte of in feite onder hun hoede hebben en het slachtoffer er schriftelijk van op de hoogte dat ze kunnen deelnemen aan een bemiddeling en dat ze in dit kader de mogelijkheid hebben om zich te richten tot een bemiddelingsdienst die door hem wordt aangeduid.

De Procureur des Konings kan dergelijk voorstel doen wanneer een slachtoffer geïdentificeerd is.

Art. 27. § 1^{er}. Sauf s'il souhaite classer l'affaire sans suite, la décision du procureur du Roi de ne pas proposer la médiation visée à l'article 26 doit être spécialement motivée.

Hormis les cas visés à l'article 49, alinéa 2 de la loi du 8 avril 1965, l'absence de telles motivations entraîne l'irrégularité de la saisine du juge et du tribunal de la jeunesse.

§ 2. Si le procureur du Roi ne propose pas de médiation, toute personne qui a un intérêt direct peut recourir à la médiation à la demande des parties organisée conformément aux articles 20 à 22.

Art. 28. Le procureur du Roi informe les personnes concernées :

1° que le jeune, ses parents, la victime ainsi que, si cette dernière est mineure, ses parents peuvent demander conseil ou être assistés de leur avocat à tout moment, notamment avant de se prononcer sur l'offre de médiation et au moment où l'accord intervenu est entériné ;

2° qu'une médiation ne peut être mise en œuvre que si les parties qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve tout au long du processus ;

3° que les personnes concernées ont le droit de revenir sur leur décision de prendre part à la médiation à tout moment ;

4° que l'accord intervenu est signé par le jeune, ses parents, la victime et, si cette dernière est âgée de moins de dix-huit ans, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard.

Art. 29. § 1^{er}. Le procureur du Roi désigne le service chargé d'organiser la médiation et adresse copie des propositions écrites au service ainsi que les coordonnées des personnes concernées. Le service accuse réception du mandat et prend contact avec les personnes concernées. Le service peut, avec l'accord de ces dernières, prendre contact avec d'autres personnes qui ont un intérêt direct à la médiation.

§ 2. Le service désigné informe les parties concernées des droits prévus à l'article 28, 1° à 3° ainsi que des modalités de signature de l'accord prévu à l'article 28, 4°.

§ 3. Lorsque le service a pour information qu'au moins une des parties ne consent pas à s'engager dans le processus de médiation, le service en informe sans délai le procureur du Roi.

§ 4. Le service désigné établit au plus tard trois mois à partir de la date à laquelle il a été désigné, un rapport succinct relatif à l'état d'avancement de la médiation.

Art. 30. § 1^{er}. Si la médiation aboutit à un accord, celui-ci est signé par les personnes concernées conformément à l'article 28, 4° et est joint au dossier de la procédure.

Si l'accord ne remédie pas entièrement aux conséquences matérielles du fait qualifié infraction, il le mentionne expressément.

L'accord est approuvé par le procureur du Roi qui ne peut modifier son contenu et ne peut refuser de l'approuver que s'il est contraire à l'ordre public.

§ 2. Le service désigné établit un rapport sur l'exécution de l'accord et l'adresse au procureur du Roi. Il est joint au dossier de la procédure.

Lorsque le jeune a exécuté l'accord de médiation selon les modalités prévues, le procureur du Roi en dresse procès-verbal et en tient compte dans sa décision de classer ou non le dossier sans suite. Si le procureur du Roi décide néanmoins de mettre en œuvre l'action publique, il motive expressément sa décision.

Une copie du procès-verbal est remise aux personnes concernées, à l'avocat du jeune et au service désigné. Si la remise à l'une de ces personnes n'a pu avoir lieu, copie du procès-verbal est notifiée par pli judiciaire.

Art. 31. Si la médiation ne donne aucun résultat, ni la reconnaissance de la matérialité des faits par le jeune, ni le déroulement ou le résultat de la médiation ne peuvent être utilisés, par les autorités judiciaires ou toute autre personne, au préjudice du jeune.

Art. 27. § 1. Behalve indien hij de zaak wil seponeren, dient de beslissing van de Procureur des Konings om de in artikel 26 bedoelde bemiddeling niet voor te stellen, op bijzondere wijze gemotiveerd te worden.

Buiten de gevallen bedoeld in artikel 49, lid 2 van de wet van 8 april 1965, heeft de afwezigheid van dergelijke motivering tot gevolg dat de aanhangigmaking van de rechter en de jeugdrechtbank onregelmatig is.

§ 2. Indien de Procureur des Konings geen bemiddeling voorstelt, kan iedereen met een rechtstreeks belang zijn toevlucht nemen tot bemiddeling op vraag van de partijen die in overeenstemming met de artikelen 20 tot 22 georganiseerd wordt.

Art. 28. De Procureur des Konings licht de betrokken personen erover in dat :

1° de jongere, zijn ouders, het slachtoffer evenals, indien die laatste minderjarig is, zijn ouders op ieder ogenblik advies kunnen vragen of zich door hun advocaat kunnen laten bijstaan, onder andere alvorens zich uit te spreken over het bemiddelingsaanbod en op het ogenblik dat het akkoord bekrachtigd wordt ;

2° een bemiddeling pas dan kan plaatsgrijpen indien de partijen die eraan deelnemen er op uitdrukkelijke wijze en zonder voorbehoud, gedurende het hele proces, mee instemmen ;

3° de betrokken personen het recht hebben om op ieder ogenblik op hun beslissing om aan de bemiddeling deel te nemen, terug te komen ;

4° het akkoord door de jongere, zijn ouders, het slachtoffer en, indien die laatste jonger dan achttien jaar is, zijn ouders, wordt ondertekend.

Art. 29. § 1. De Procureur des Konings duidt de dienst aan die er mee belast wordt om de bemiddeling te organiseren en verstuurt een kopie van de geschreven voorstellen en ook de gegevens van de betrokken personen naar de dienst. De dienst bevestigt de ontvangst van het mandaat en neemt contact op met de betrokken personen. De dienst kan, mits akkoord van de betrokken personen, ook met andere personen die een rechtstreeks belang bij de bemiddeling hebben, contact opnemen.

§ 2. De aangewezen dienst brengt de betrokken partijen op de hoogte van de rechten bedoeld in artikel 28, 1° tot 3°, en ook van de modaliteiten voor de ondertekening van het akkoord bedoeld in artikel 28, 4°.

§ 3. Wanneer de dienst over informatie beschikt waaruit blijkt dat minstens een van de partijen er niet mee instemt om zich voor de bemiddelingsprocedure te engageren, brengt de dienst de Procureur des Konings hiervan onverwijld op de hoogte.

§ 4. De aangestelde dienst stelt ten laatste drie maanden vanaf de datum waarop hij werd aangeduid een beknopt verslag op betreffende de voortgangsstatus van de bemiddeling.

Art. 30. § 1. Indien de bemiddeling tot een akkoord leidt, wordt dit door de betrokken personen in overeenstemming met artikel 28, 4° ondertekend en bij het dossier van de procedure gevoegd.

Indien het akkoord niet volledig de materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit verhelpt, vermeldt het dit uitdrukkelijk.

Het akkoord wordt goedgekeurd door de Procureur des Konings, die de inhoud ervan niet kan wijzigen en enkel kan weigeren om het goed te keuren indien het in strijd is met de openbare orde.

§ 2. De aangewezen dienst stelt een verslag op van de uitvoering van het akkoord en verstuurt dit naar de Procureur des Konings. Het wordt bij het dossier van de procedure gevoegd.

Wanneer de jongere het bemiddelingsakkoord volgens de voorziene modaliteiten uitgevoerd heeft, stelt de Procureur des Konings hier het proces-verbaal van op en houdt hij er rekening mee in zijn beslissing om de zaak al dan niet te seponeren. Indien de Procureur des Konings echter beslist om de strafvordering toe te passen, motiveert hij zijn beslissing uitdrukkelijk.

Een kopie van het proces-verbaal wordt aan de betrokken personen, aan de advocaat van de jongere en aan de aangestelde dienst overgemaakt. Indien de overdracht aan een van deze personen niet kon plaatsgrijpen, wordt een kopie van het proces-verbaal via gerechtsbrief betekend.

Art. 31. Indien de bemiddeling geen resultaat kent, kunnen noch de erkenning van de materialiteit van de feiten door de jongere, noch het verloop of het resultaat van de bemiddeling door de gerechtelijke instanties of door enig ander persoon aangewend worden in het nadeel van de jongere.

Art. 32. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention du service de médiation sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

Section 3. — Le soutien à la parentalité

Art. 33. § 1^{er}. Le procureur du Roi peut proposer aux parents ou aux personnes qui ont la garde du jeune en fait ou en droit et qui semblent rencontrer des difficultés face au comportement du jeune de participer à un groupe de soutien à la parentalité.

Le procureur du Roi informe les personnes visées à l'alinéa 1^{er} des services qui mettent en œuvre ce soutien.

Cette proposition ne peut être faite que si elle peut être bénéfique pour le jeune lui-même.

§ 2. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'un soutien à la parentalité sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

§ 3. Les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

§ 4. Sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le service mettant en œuvre le soutien à la parentalité ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction.

§ 5. Si des éléments du soutien à la parentalité sont portés à la connaissance du juge ou du tribunal de la jeunesse conformément au § 2, il en est fait mention dans l'ordonnance ou le jugement. Le juge ou le tribunal peut en tenir compte et le mentionne, le cas échéant, dans l'ordonnance ou le jugement.

CHAPITRE IV. — L'intervention du juge et du tribunal de la jeunesse

Sous-chapitre 1^{er}. — Principes communs à la phase préparatoire et à la phase de jugement

Section 1^{re}. — Principes généraux

Art. 34. Le juge et le tribunal de la jeunesse sont saisis conformément à l'article 45.2. de la loi du 8 avril 1965.

Art. 35. Tous les pouvoirs dont le juge de la jeunesse dispose en vertu de la présente ordonnance, peuvent également être exercés par le tribunal de la jeunesse au terme d'une audience en présence du procureur du Roi.

Art. 36. Le juge ou le tribunal de la jeunesse peut proposer une offre restauratrice, consentir au projet proposé par le jeune et prendre, à l'égard du jeune qui comparait devant lui, les mesures visées aux articles 64, alinéa 3 ou 77, alinéa 3 que le juge ou le tribunal estime adéquates.

Art. 37. Le juge de la jeunesse rend visite au moins une fois par semestre à tout jeune éloigné de son milieu de vie en vertu d'une mesure de protection.

Art. 38. À l'égard du jeune visé à l'article 2, 10°, b), les dispositions de la présente ordonnance sont appliquées sans préjudice de l'application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

Le placement dans un service psychiatrique à régime fermé sur décision médicale ne peut se faire qu'en vertu de la loi précitée.

En cas d'application de la loi du 26 juin 1990 précitée aux personnes renvoyées initialement devant le juge ou le tribunal de la jeunesse, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure, prise conformément à l'article 12, 3°, ou 19, de la loi du 26 juin 1990, n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le juge ou le tribunal de la jeunesse en est informé. Dans ce délai, et sans pouvoir le prolonger, le juge ou le tribunal statue sur toute autre mesure visée à l'article 64, alinéa 3 ou 77, alinéa 3 qu'il juge utile.

Art. 32. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een tussenkomst van de bemiddelingsdienst verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarover de partijen instemmen dat ze het ter kennis brengen van de gerechtelijke instanties. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

Afdeling 3. — De steun aan het ouderschap

Art. 33. § 1 De Procureur des Konings kan aan de ouders of aan de personen die de jongere in feite of in rechte onder hun hoede hebben en die moeilijkheden lijken te ondervinden in verband met het gedrag van de jongere voorstellen om aan een groep voor steun aan het ouderschap deel te nemen.

De Procureur des Konings licht de in het 1ste lid bedoelde personen in over de diensten die dit soort steun aanbieden.

Dit voorstel kan enkel gebeuren indien het de jongere zelf ten goede komt.

§ 2. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een steun aan het ouderschap verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarover de partijen overeenkomen dat ze het ter kennis brengen van de gerechtelijke instanties. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

§ 3. De vertrouwelijke documenten die toch ter kennis gebracht worden of waarop een partij zich baseert zonder inachtneming van de geheimhoudingsplicht, worden van ambtswege uit de debatten uitgesloten.

§ 4. Zonder afbreuk te doen aan de verplichtingen die de wet oplegt, mag de dienst die de steun aan het ouderschap biedt, de feiten waarvan het op grond van diens functie kennis neemt, niet openbaar maken.

§ 5. Indien elementen uit de steun aan het ouderschap ter kennis gebracht worden van de rechter of de jeugdrechtbank in overeenstemming met § 2, wordt daar melding van gemaakt in de beschikking of het vonnis. De rechter of de jeugdrechtbank kan hier rekening mee houden en vermeldt dit desgevallend in de beschikking of het vonnis.

HOOFDSTUK IV. — Tussenkomst van de rechter en van de jeugdrechtbank

Onderhoofdstuk 1. — Gemeenschappelijke principes van de voorbereidende fase en de fase van het vonnis

Afdeling 1. — Algemene principes

Art. 34. De zaak wordt aanhangig gemaakt bij de (jeugd)rechter en de jeugdrechtbank op de wijze bepaald in artikel 45.2. van de wet van 8 april 1965.

Art. 35. Alle bevoegdheden waarover de jeugdrechter op grond van onderhavige ordonnantie beschikt, kunnen ook door de jeugdrechtbank worden uitgeoefend na een zitting in aanwezigheid van de Procureur des Konings.

Art. 36. De rechter of jeugdrechtbank kan een herstelrechtelijk aanbod voorstellen, instemmen met het project dat door de jongere is ingediend en ten aanzien van de jongere die voor hem verschijnt de in de artikelen 64 derde lid of 77 lid 3 bedoelde maatregelen treffen die de rechter of de rechtbank geschikt acht.

Art. 37. De jeugdrechter bezoekt minstens één keer per zes maanden iedere jongere die krachtens een beschermingsmaatregel uit zijn leefomgeving verwijderd is.

Art. 38. Ten opzichte van de jongere, bedoeld in artikel 2, 10°, b), worden de bepalingen uit deze ordonnantie toegepast zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

De plaatsing in een gesloten psychiatrie dienst op basis van een medische beslissing is enkel mogelijk op grond van voornoemde wet.

Ingeval voornoemde wet van 26 juni 1990 toegepast wordt op de personen die oorspronkelijk naar de rechter of de jeugdrechtbank doorverwezen werden, wordt de beslissing van de arts-diensthoofd om de maatregel op te heffen, genomen in overeenstemming met artikel 12, 3°, of 19, van de wet van 26 juni 1990, pas uitgevoerd na een termijn van vijf werkdagen, te tellen vanaf de dag waarop de rechter of de jeugdrechtbank hierover wordt ingelicht. Binnen deze termijn, en zonder die te kunnen verlengen, doet de rechter of de rechtbank een uitspraak over elke andere in artikel 64, 3de lid of 77, 3de lid bedoelde maatregel die hij nuttig acht.

Sous-section 1^{re}. — Facteurs à prendre en considération

Art. 39. Pour prendre une décision, le juge ainsi que tribunal de la jeunesse prennent en compte les facteurs suivants :

- 1° l'intérêt du jeune ;
- 2° la personnalité et le degré de maturité du jeune ;
- 3° son milieu de vie ;
- 4° la gravité des faits, leur répétition et leur ancienneté, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis, les dommages et les conséquences pour la victime ;
- 5° les mesures antérieures prises à l'égard du jeune et son comportement durant l'exécution de celles-ci ;
- 6° la sécurité du jeune ;
- 7° la sécurité publique.

Le bénéfice des moyens de traitement, des programmes d'éducation ou de toutes autres ressources envisagées qu'en retirerait le jeune est pris en compte.

Le juge et le tribunal motivent spécialement leurs décisions au regard des facteurs visés à l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 2. — Investigations

Art. 40. Le juge et le tribunal de la jeunesse effectuent toutes diligences et font procéder à toutes investigations utiles pour connaître la personnalité du jeune, le milieu où il est élevé, déterminer son intérêt et les moyens appropriés à son éducation ou à son traitement.

Ils peuvent faire procéder à une étude sociale par l'intermédiaire du service social compétent. Ils peuvent soumettre le jeune à un examen médico-psychologique, lorsque le dossier qui leur est soumis ne leur paraît pas suffisant.

Lorsque le juge ou le tribunal de la jeunesse fait procéder à une étude sociale, il ne peut, sauf en cas d'urgence, prendre ou modifier sa décision qu'après avoir pris connaissance de l'avis du service social compétent, à moins que cet avis ne lui parvienne pas dans le délai qu'il a fixé et qui ne peut dépasser quarante-cinq jours.

Le service social compétent transmet également son rapport au procureur du Roi.

Art. 41. Tout jeune confié à une institution publique fait l'objet d'un rapport d'évaluation établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution qui l'accueille et transmis au juge ou au tribunal de la jeunesse dans les vingt-cinq jours à partir de la date du début de la prise en charge.

Un rapport d'évaluation et d'évolution est également transmis au juge ou au tribunal ainsi qu'au procureur du Roi à la fin du trimestre, le cas échéant, et au plus tard cinq jours avant le terme de la mesure.

Lorsque le jeune est placé en régime fermé, les rapports mentionnent si ce régime devrait ou non être maintenu au regard des critères visés à l'article 76 ou 89 selon qu'il s'agit d'une mesure provisoire ou au fond.

L'avocat du jeune reçoit copie des rapports dans les mêmes délais à charge pour celui-ci d'en faire part dans un langage adapté à son client.

Sous-section 3. — Hiérarchie des offres et des mesures

Art. 42. Le juge et le tribunal tiennent compte de la hiérarchie des offres et mesures comme suit :

- 1° la préférence doit être donnée en premier lieu à l'offre restauratrice visée à l'article 50 ;
- 2° avant qu'une mesure ne soit imposée, la faisabilité d'un projet proposé par le jeune conformément à l'article 59 doit être considérée ;
- 3° les mesures qui maintiennent le jeune dans son milieu de vie sont privilégiées par rapport à une mesure d'éloignement ;
- 4° enfin, en ce qui concerne les mesures qui consistent à éloigner le jeune de son milieu de vie :
 - le placement chez un accueillant familial est privilégié par rapport à un placement au sein d'un établissement approprié en vue de son éducation ;

Onderafdeling 1. — In aanmerking te nemen factoren

Art. 39. Om een beslissing te nemen, houden de rechter en de jeugdrechtbank rekening met de volgende factoren :

- 1° het belang van de jongere ;
- 2° de persoonlijkheid en de graad van maturiteit van de jongere ;
- 3° zijn leefomgeving ;
- 4° de ernst van de feiten, hun herhaling en ouderdom, de omstandigheden waarin ze werden gepleegd, de schade en de gevolgen voor het slachtoffer ;
- 5° de voorgaande maatregelen die ten aanzien van de jongere genomen zijn en diens gedrag tijdens de uitvoering ervan ;
- 6° de veiligheid van de jongere ;
- 7° de openbare veiligheid.

De baten die de jongere uit de behandelingsmiddelen, opvoedkundige programma's of andere overwogen hulpmiddelen zou halen, worden in aanmerking genomen.

De rechter en de rechtbank motiveren hun beslissing ten opzichte van de in lid 1 bedoelde factoren op bijzondere wijze.

Onderafdeling 2. — Onderzoeken

Art. 40. De rechter en de jeugdrechtbank doen al het nodige en laten alle nuttige onderzoeken voeren om de persoonlijkheid van de jongere en de omgeving waarin hij is opgevoed te kennen, zijn belang en de geschikte middelen voor zijn opvoeding of zijn behandeling te bepalen.

Ze kunnen een maatschappelijk onderzoek laten uitvoeren via een bevoegde sociale dienst. Ze kunnen de jongere aan een medisch-psychologisch onderzoek onderwerpen wanneer het dossier dat hen wordt voorgelegd onvoldoende blijkt.

Wanneer de rechter of de jeugdrechtbank een maatschappelijk onderzoek laat uitvoeren, kan hij, behalve in geval van dringendheid, zijn beslissing slechts nemen of wijzigen nadat hij kennis heeft genomen van het advies van de bevoegde sociale dienst, tenzij hij dit advies niet ontvangt binnen de termijn die hij bepaald heeft en die niet langer mag zijn dan vijfenveertig dagen.

De bevoegde sociale dienst maakt zijn verslag ook aan de Procureur des Konings over.

Art. 41. Elke jongere die aan een openbare instelling wordt toevertrouwd, is het voorwerp van een evaluatieverslag, opgesteld door het multidisciplinair team van de instelling die hem opvangt, dat binnen de vijftienvijf dagen, te tellen vanaf de dag waarop de jongere ten laste wordt genomen, overgemaakt wordt aan de rechter of de jeugdrechtbank.

Een evaluatieverslag of voortgangsverslag wordt ook aan de rechter of de rechtbank evenals aan de Procureur des Konings overgemaakt aan het einde van het kwartaal, desgevallend, en uiterlijk vijf dagen voorafgaand aan het einde van de maatregel.

Wanneer de jongere in een gesloten afdeling geplaatst wordt, vermelden de verslagen of dit stelsel overeenkomstig de in artikel 76 of 89 bedoelde criteria al dan niet gehandhaafd diende te worden naargelang het om een voorlopige maatregel of een maatregel ten gronde gaat.

De advocaat van de jongere ontvangt binnen dezelfde termijnen kopieën van de verslagen en hij dient deze in een voor hem aangepaste taal aan zijn cliënt ter kennis te brengen.

Onderafdeling 3. — Hiërarchie van het aanbod en de maatregelen

Art. 42. De rechter en de rechtbank houden in de volgende mate rekening met de hiërarchie van het aanbod en de maatregelen :

- 1° de voorkeur moet in de eerste plaats gaan naar het herstelrechtelijk aanbod bedoeld in artikel 50 ;
- 2° alvorens een maatregel op te leggen, moet de haalbaarheid van een project dat in overeenstemming met artikel 59 door de jongere wordt voorgesteld, overwogen worden ;
- 3° ten opzichte van een verwijderingsmaatregel wordt de voorkeur gegeven aan de maatregelen die de jongere in zijn leefomgeving houden ;
- 4° ten slotte, betreffende de maatregelen die erin bestaan om de jongere uit zijn leefomgeving te verwijderen :
 - de plaatsing bij een pleegzorger krijgt de voorkeur boven een plaatsing in een met het oog op zijn opvoeding geschikte instelling ;

– le placement au sein d'un établissement approprié en vue de son éducation est privilégié par rapport à un placement en institution publique ;

– le placement en régime ouvert d'une institution publique est privilégié par rapport au placement en régime fermé.

Le juge et le tribunal motivent spécialement leurs décisions au regard de la hiérarchie des normes prévue à l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 4. — Cumul des mesures

Art. 43. Le juge et le tribunal de la jeunesse peuvent cumuler plusieurs mesures, sous réserve des limites suivantes :

1° la réprimande ne peut être cumulée avec d'autres mesures ;

2° le projet ne peut être cumulé qu'avec une offre restauratrice.

En cas de cumul de mesures, le juge et le tribunal de la jeunesse motivent leurs décisions spécialement à cet égard.

Sous-section 5. — Modifications et réexamen des mesures

1. Rapports et modifications des mesures

1.1. Règle générale

Art. 44. § 1^{er}. Le juge et le tribunal de la jeunesse peuvent, en tout temps, soit d'office, soit à l'initiative du procureur du Roi ou du directeur de l'établissement auquel le jeune est confié, rapporter ou modifier les mesures prises à l'égard du jeune et agir, dans les limites de la présente ordonnance, au mieux des intérêts du jeune.

§ 2. Le juge et le tribunal peuvent être saisis aux mêmes fins par requête du jeune, des personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ou des personnes qui l'hébergent en droit ou en fait, après l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où la décision ordonnant la mesure est prise ou, en cas d'appel, du jour où la décision est confirmée par la cour d'appel. Si cette requête est rejetée, elle ne peut être renouvelée avant l'expiration de six mois depuis la date à laquelle la décision de rejet est devenue définitive. Si l'accord de médiation est exécuté conformément à l'article 55, alinéas 2 et 3, le premier délai d'attente ne s'applique pas.

1.2. Règles particulières

1.2.1. La mesure provisoire de placement en institution publique en régime fermé

Art. 45. Le jeune, ses parents et les personnes qui l'hébergent en droit ou en fait peuvent demander au juge, par requête motivée, de rapporter ou modifier la mesure provisoire prescrivant un placement en régime fermé au sein d'une institution publique après l'expiration d'un délai d'un mois à compter du jour où la décision est prise ou, en cas d'appel, du jour où la décision est confirmée par la cour d'appel.

Le juge entend le jeune, ses parents et, le cas échéant, les personnes qui l'hébergent en droit ou en fait ainsi que le procureur du Roi si celui-ci le demande.

Le requérant ne peut introduire une nouvelle requête portant sur le même objet avant l'expiration d'un délai d'un mois à compter du jour de la dernière décision de rejet de sa demande.

1.2.2. La mesure de placement au sein d'un établissement en vue de son traitement

Art. 46. Lorsque le directeur de l'établissement auquel le jeune est confié en vue de son traitement demande au juge ou au tribunal de confirmer, rapporter ou modifier la mesure, il transmet au juge ou au tribunal ainsi qu'au procureur du Roi un rapport d'évolution circonstancié sans préjudice des dispositions relatives au secret médical.

2. La révision des mesures

2.1. Les mesures prises par jugement autres que la réprimande et le placement en institution publique

Art. 47. Toute mesure visée à l'article 77, alinéa 3, à l'exception de la réprimande et du placement en institution publique, prise par jugement, est réexaminée en vue d'être confirmée, rapportée ou modifiée avant l'expiration du délai d'un an à compter du jour où la décision est prise ou, en cas d'appel, du jour où la décision est confirmée par la cour

– de plaatsing in een met het oog op zijn opvoeding geschikte instelling krijgt de voorkeur boven een plaatsing in een openbare instelling ;

– de plaatsing in een open instelling krijgt de voorkeur boven een plaatsing in een gesloten instelling.

De rechter en de rechtbank motiveren op bijzondere wijze hun beslissingen ten opzichte van de hiërarchie van de normen voorzien in lid 1.

Onderafdeling 4. — Combinatie van maatregelen

Art. 43. De rechter en de jeugdrechtbank kunnen verschillende maatregelen combineren, onder voorbehoud van de volgende beperkingen :

1° de berisping kan niet gecombineerd worden met andere maatregelen ;

2° het project mag slechts gecombineerd worden met een herstelrechtelijk aanbod.

Bij een combinatie van maatregelen motiveren de rechter en de jeugdrechtbank hun beslissingen hieromtrent op bijzondere wijze.

Onderafdeling 5. — Wijzigingen en nieuw onderzoek van de maatregelen

1. Intrekkingen en wijzigingen van de maatregelen

1.1 Algemene regel

Art. 44. § 1. De rechter en de jeugdrechtbank kunnen op elk moment, ofwel van ambtswege, ofwel op initiatief van de Procureur des Konings of de directeur van de instelling waar de jongere aan is toevertrouwd, de maatregelen die zijn genomen ten opzichte van de jongere intrekken of wijzigen, en dit binnen de grenzen van onderhavige ordonnantie in het beste belang van de jongere handelen.

§ 2. De rechter en de rechtbank kunnen voor dezelfde doeleinden via een verzoekschrift aangezocht worden door de jongere, de personen die het ouderlijk gezag ten opzichte van hem uitoefenen of de personen die hem in rechte of in feite onder hun hoede hebben, en dit na een termijn van zes maanden te tellen vanaf de dag waarop de beslissing tot oplegging van de maatregel genomen is of, in geval van beroep, vanaf de dag dat de beslissing door het hof van beroep bevestigd is. Indien dit verzoek geweigerd wordt, kan het niet vernieuwd worden voordat zes maanden verstreken zijn vanaf de datum waarop de beslissing tot weigering definitief is geworden. Indien het bemiddelingsakkoord in overeenstemming met artikel 55, leden 2 en 3 uitgevoerd is, is de eerste wachtermijn niet van toepassing.

1.2. Bijzondere regels

1.2.1. De voorlopige plaatsingsmaatregel in een gesloten openbare instelling

Art. 45. De jongere, zijn ouders en de personen die hem in rechte of in feite opvangen, kunnen via een met redenen omkleed verzoekschrift aan de rechter vragen om de voorlopige maatregel die een plaatsing in een gesloten afdeling binnen een openbare instelling voorschrijft, in te trekken of te wijzigen na afloop van een termijn van één maand, te rekenen vanaf de dag van de beschikking of, in geval van beroep, de dag waarop de beslissing door het hof van beroep bevestigd wordt.

De rechter hoort de jongere, zijn ouders, en desgevallend de personen die hem in rechte of in feite opvangen, alsook de Procureur des Konings indien hij dat vraagt.

De verzoekende partij kan, voorafgaand aan het verstrijken van een termijn van één maand, te tellen vanaf de dag van de laatste beslissing tot weigering van zijn vraag, geen nieuw verzoekschrift met hetzelfde voorwerp indienen.

1.2.2. De plaatsingsmaatregel in een instelling met het oog op zijn behandeling

Art. 46. Wanneer de directeur van de instelling waar de jongere voor behandeling aan is toevertrouwd aan de rechter of de rechtbank vraagt om de maatregel te bevestigen, in te trekken of te wijzigen, maakt hij aan de rechter of aan de rechtbank, evenals aan de Procureur des Konings, onverminderd de bepalingen betreffende het medisch geheim, een gedetailleerd vooruitgangsverslag over.

2. De herziening van de maatregelen

2.1 De andere via vonnis getroffen maatregelen dan de berisping en de plaatsing in gemeenschapsinstelling

Art. 47. Elke in artikel 77, 3de lid bedoelde maatregel, met uitzondering van de berisping en plaatsing in een openbare instelling, die via een vonnis genomen is, wordt opnieuw onderzocht met de bedoeling ze te bevestigen, in te trekken of te wijzigen, en dit vóór het verstrijken van de termijn van één jaar, te tellen vanaf de dag waarop de beslissing

d'appel. Cette procédure est introduite par le procureur du Roi selon les formes prévues à l'article 45, 2, b) et c) de la loi du 8 avril 1965.

2.2. Les mesures prises par jugement prescrivant un placement en institution publique

Art. 48. La mesure de placement en institution publique prise par jugement est, sans préjudice de l'article 78, réexaminée en vue d'être confirmée, rapportée ou modifiée avant l'expiration du délai de six mois à compter du jour où la décision est prise ou, en cas d'appel, du jour où la décision est confirmée par la cour d'appel. Cette procédure est introduite par le procureur du Roi selon les formes prévues à l'article 45, 2, b) et c) de la loi du 8 avril 1965.

Sous-section 6. — Communication des décisions au service social compétent

Art. 49. Le juge et le tribunal de la jeunesse communiquent immédiatement au service social compétent toute décision par laquelle ils prennent une ou plusieurs mesures.

Section 2. — Les offres restauratrices à disposition du juge et du tribunal de la jeunesse

Art. 50. Le juge et le tribunal de la jeunesse informent par écrit le jeune, ses parents, les personnes qui en ont la garde en droit ou en fait et la victime, qu'elles peuvent participer à une offre restauratrice qui consiste en une médiation ou une concertation restauratrice en groupe et qu'elles ont, dans ce cadre, la possibilité de s'adresser à un service qu'ils désignent.

Le juge et le tribunal de la jeunesse peuvent faire une telle proposition lorsqu'une victime est identifiée.

Art. 51. Si le juge ou le tribunal ne propose pas d'offre restauratrice, il motive expressément sa décision au regard des circonstances de l'espèce.

En pareil cas, les parties peuvent recourir à la médiation à la demande des parties organisée conformément aux articles 20 à 22.

Art. 52. Le juge et le tribunal de la jeunesse informent les personnes concernées :

1° que le jeune, ses parents, la victime ainsi que, si cette dernière est mineure, ses parents, peuvent demander conseil ou être assistés de leur avocat à tout moment, notamment avant de se prononcer sur l'offre restauratrice et au moment où l'accord intervenu est entériné et, en cas de concertation restauratrice en groupe, au moment de la signature de la déclaration du jeune conformément à l'article 54, alinéa 2 ;

2° qu'une offre restauratrice ne peut être mise en œuvre que si les personnes qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve, tout au long du processus ;

3° que les personnes concernées ont le droit de revenir sur leur décision de prendre part à l'offre restauratrice à tout moment ;

4° que l'accord intervenu est signé par le jeune, ses parents, la victime et, si cette dernière est âgée de moins de dix-huit ans, ses parents.

Art. 53. § 1^{er}. Le juge ou le tribunal de la jeunesse désigne le service chargé d'organiser l'offre restauratrice et adresse copie des propositions écrites au service ainsi que les coordonnées des personnes concernées. Le service accuse réception du mandat et prend contact avec celles-ci. Le service peut, avec l'accord de ces dernières, prendre contact avec d'autres personnes qui ont un intérêt direct à l'offre.

§ 2. Le service désigné informe les parties concernées des droits prévus à l'article 52, 1° à 3° ainsi que des modalités de signature de l'accord prévu à l'article 52, 4°.

§ 3. Lorsque le service a pour information qu'au moins une des parties ne consent pas à s'engager dans le processus de médiation, le service en informe sans délai le juge ou le tribunal de la jeunesse.

§ 4. Le service désigné détermine, en collaboration avec les parties, l'offre restauratrice la plus adaptée à la situation des parties qui consistera soit en une médiation, soit en une concertation restauratrice en groupe.

En cas de concertation restauratrice en groupe, le service contacte, en concertation avec les personnes visées à l'article 50, les personnes de leur entourage social et toutes autres personnes utiles.

is genomen, of in geval van een beroep, de dag waarop de beslissing door het hof van beroep bevestigd is. Deze procedure wordt ingediend door de Procureur des Konings in de vorm voorzien in artikel 45, 2, b) en c) van de wet van 8 april 1965.

2.2 De via vonnis getroffen maatregelen die een plaatsing in openbare instelling voorschrijven

Art. 48. De plaatsingsmaatregel in een openbare instelling die door het vonnis getroffen is, wordt, zonder afbreuk te doen aan artikel 78, opnieuw onderzocht om bevestigd, ingetrokken of gewijzigd te worden vóór het verstrijken van de termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de dag waarop de beslissing genomen is of, in geval van beroep, vanaf de dag waarop de beslissing door het hof van beroep bevestigd is. Deze procedure wordt ingediend door de Procureur des Konings in de vorm voorzien in artikel 45, 2 b) en c) van de wet van 8 april 1965.

Onderafdeling 6. — Mededeling van de beslissingen aan de bevoegde sociale dienst

Art. 49. De rechter en de jeugdrechtbank delen elke beslissing waarmee een of meerdere maatregelen getroffen worden aan de bevoegde sociale dienst mee.

Afdeling 2. — Herstelrechtelijk aanbod dat ter beschikking van de rechter en de jeugdrechtbank staat

Art. 50. De rechter en de jeugdrechtbank brengen de jongere, zijn ouders, de personen die hem in feite of in rechte onder hun hoede hebben en het slachtoffer er schriftelijk van op de hoogte dat ze aan een herstelrechtelijk aanbod kunnen deelnemen dat uit een bemiddeling of herstelgericht groepsoverleg bestaat en dat ze, in dit kader, de mogelijkheid hebben om zich te richten tot een dienst die door hen wordt aangeduid.

De rechter en de jeugdrechtbank kunnen een dergelijk voorstel doen wanneer een slachtoffer geïdentificeerd is.

Art. 51. Indien de rechter of de rechtbank geen herstelrechtelijk aanbod voorstelt, licht hij uitdrukkelijk zijn beslissing ten aanzien van de specifieke omstandigheden toe.

In dergelijk geval kunnen de partijen hun toevlucht nemen tot bemiddeling op vraag van de partijen die overeenkomstig de artikelen 20 tot 22 georganiseerd wordt.

Art. 52. De rechter en de jeugdrechtbank brengen de betrokken personen ervan op de hoogte dat :

1° de jongere, zijn ouders, het slachtoffer evenals, indien die laatste minderjarig is, zijn ouders op ieder ogenblik advies kunnen vragen of zich door hun advocaat kunnen laten bijstaan, onder andere alvorens zich uit te spreken over het herstelrechtelijk aanbod en op het ogenblik dat het akkoord bekrachtigd wordt en, in het geval van herstelgericht groepsoverleg, op het ogenblik van de ondertekening van de verklaring van de jongere in overeenstemming met artikel 54, 2de lid ;

2° een herstelrechtelijk aanbod kan pas plaatsgrijpen indien de personen die eraan deelnemen er op uitdrukkelijke wijze en zonder voorbehoud, gedurende het hele proces, mee instemmen ;

3° de betrokken personen het recht hebben om op ieder ogenblik op hun beslissing om aan de bemiddeling deel te nemen, terug te komen ;

4° het akkoord door de jongere, zijn ouders, het slachtoffer en, indien die laatste jonger dan achttien jaar is, zijn ouders, wordt ondertekend.

Art. 53. § 1. De rechter of de jeugdrechtbank duidt de dienst aan die ermee belast wordt om het herstelrechtelijk aanbod te organiseren en stuurt kopie van de geschreven voorstellen en ook de gegevens van de betrokken personen aan de dienst. De dienst bevestigt de ontvangst van het mandaat en neemt contact met hen op. De dienst kan, mits akkoord van die laatste, ook met andere personen die een rechtstreeks belang bij het aanbod hebben, contact opnemen.

§ 2. De aangewezen dienst brengt de betrokken partijen op de hoogte van de rechten bedoeld in artikel 52, 1° tot 3°, en ook van de modaliteiten voor de ondertekening van het akkoord bedoeld in artikel 52, 4°.

§ 3. Wanneer de dienst over de informatie beschikt dat minstens een van de partijen er niet mee instemt om zich voor de bemiddelingsprocedure te engageren, brengt de dienst onverwijld de rechter of de jeugdrechtbank hiervan op de hoogte.

§ 4. De aangewezen dienst bepaalt, in samenwerking met de partijen, het herstelrechtelijk aanbod dat het best aan de situatie van de partijen aangepast is, dat ofwel uit een bemiddeling, ofwel uit een herstelgericht groepsoverleg zal bestaan.

In geval van herstelgericht groepsoverleg neemt de dienst, in overleg met de in artikel 50 bedoelde personen, contact op met de personen uit hun sociale omgeving en met alle andere nuttige personen.

§ 5. Le service désigné fait rapport au juge ou au tribunal, au plus tard trois mois à partir de la date à laquelle il a été désigné, sur l'état d'avancement de l'offre restauratrice duquel il doit ressortir l'offre restauratrice qui va être mise en œuvre, à savoir une médiation, ou une concertation restauratrice en groupe.

Les personnes concernées, avec l'aide du service désigné, présentent dans les plus brefs délais une proposition au juge ou au tribunal de la jeunesse.

Art. 54. Si l'offre restauratrice aboutit à un accord, celui-ci est signé par les personnes concernées conformément à l'article 52, 4° et est joint au dossier de la procédure.

En cas de concertation restauratrice en groupe, une déclaration d'intention du jeune est également insérée. Il y explique les démarches concrètes qu'il entreprendra en vue de restaurer les dommages relationnels et matériels et les dommages subis par la communauté et de s'abstenir d'autres faits qualifiés infraction dans le futur. Cette déclaration d'intention doit également être signée par les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard.

Si l'accord ne remédie pas entièrement aux conséquences matérielles du fait qualifié infraction, il le mentionne expressément.

L'accord est homologué par le juge ou le tribunal de la jeunesse qui ne peut modifier son contenu et ne peut refuser de l'approuver que s'il est contraire à l'ordre public.

Art. 55. Le service désigné établit un rapport sur l'exécution de l'accord et l'adresse au juge ou au tribunal ainsi qu'au service social compétent. Ce rapport est présenté aux parties concernées pour accord et est joint au dossier de la procédure.

Si l'exécution de l'accord selon les modalités prévues intervient avant le prononcé du jugement, le tribunal tient compte de cet accord et de son exécution.

Si l'exécution de l'accord selon les modalités prévues intervient après le prononcé du jugement, le juge peut être saisi sur la base de l'article 44 en vue d'alléger ou de rapporter la ou les mesures ordonnées au fond.

Art. 56. Si l'offre restauratrice n'aboutit pas à un accord, les autorités judiciaires ou les personnes concernées par l'offre restauratrice ne peuvent pas utiliser le déroulement ou le résultat de l'offre restauratrice en défaveur du jeune.

Art. 57. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention du service de médiation ou de concertation restauratrice en groupe sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires.

Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

Section 3. — Le projet du jeune

Art. 58. § 1^{er}. Dès sa saisine, le juge informe le jeune de son droit de présenter un projet au plus tard à l'audience publique du tribunal et qu'il peut s'adresser au service que le juge ou le tribunal désigne pour l'élaboration de celui-ci.

Le juge ou le tribunal de la jeunesse informe le jeune et ses parents que :

1° le jeune doit être assisté par son avocat au moment où le projet est confirmé par écrit ;

2° le projet doit être exécuté dans les 6 mois de sa confirmation écrite.

Le projet du jeune doit être signé par celui-ci ainsi que par ses parents et doit être approuvé par le tribunal qui ne peut en modifier son contenu mais peut le refuser par décision expressément motivée.

Le tribunal qui approuve le projet adresse copie du projet signé au service qu'il désigne en lui confiant le contrôle de son exécution. Le tribunal informe le jeune des conséquences possibles d'une non-exécution ou d'une exécution partielle de ses engagements.

§ 2. Les engagements que le jeune peut prendre dans le cadre de son projet sont :

1. formuler des excuses écrites ou orales ;

§ 5. De aangewezen dienst maakt, ten laatste drie maanden vanaf de datum waarop hij aangewezen werd, een verslag op voor de rechter of de rechtbank over de stand van zaken in verband met het herstelrechtelijk aanbod waaruit het herstelrechtelijk aanbod dat ten uitvoer gelegd zal worden, namelijk een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg, duidelijk zal moeten blijken.

De betrokken personen leggen, met de hulp van de aangewezen dienst, binnen de kortst mogelijke termijn, een voorstel aan de rechter of de jeugdrechtbank, voor.

Art. 54. Indien het herstelrechtelijk aanbod in een akkoord uitmondt, wordt dit door de betrokken personen in overeenstemming met artikel 52, 4°, ondertekend en bij het dossier van de procedure gevoegd.

In geval van herstelgericht groepsoverleg wordt er ook een intentieverklaring van de jongere ingevoegd. Hij licht er de concrete stappen in toe die hij zal ondernemen met het oog op herstel van de relationele en materiële schade en de schade die door de gemeenschap geleden is en om zich in de toekomst van andere als misdrijf omschreven feiten te onthouden. Deze intentieverklaring moet ook door de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, ondertekend worden.

Indien het akkoord niet volledig de materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit verhelpt, vermeldt het dit uitdrukkelijk.

Het akkoord wordt gehomologeerd door de rechter of de jeugdrechtbank die de inhoud ervan niet kan wijzigen en het enkel kan weigeren goed te keuren indien het strijdig met de openbare orde is.

Art. 55. De aangewezen dienst stelt een verslag op over de uitvoering van het akkoord en stuurt het naar de rechter of de rechtbank, alsook naar de bevoegde sociale dienst. Dit verslag wordt aan de betrokken personen voor akkoord voorgelegd en bij het dossier van de procedure gevoegd.

Indien de uitvoering van het akkoord volgens de voorziene voorwaarden voor de uitspraak van het vonnis plaatsvindt, houdt de rechtbank met dit akkoord en de uitvoering ervan rekening.

Indien de uitvoering van het akkoord volgens de voorziene voorwaarden na de uitspraak van het vonnis plaatsvindt, kan de rechter op basis van artikel 44 aangezocht worden om de bevolen maatregelen ten gronde te verlichten of in te trekken.

Art. 56. Indien het herstelrechtelijk aanbod niet in een akkoord uitmondt, kunnen de gerechtelijke instanties of de bij het herstelrechtelijk aanbod betrokken personen het verloop of het resultaat van het herstelrechtelijk aanbod niet ten nadele van de jongere aanwenden.

Art. 57. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een tussenkomst van de dienst van bemiddeling of van herstelgericht groepsoverleg verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarmee de partijen instemmen van de gerechtelijke instanties ter kennis te brengen.

Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechtelijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

Afdeling 3. — Het jongerenproject

Art. 58. § 1. Vanaf de aanhangigmaking brengt de rechter de jongere op de hoogte van zijn recht om ten laatste op de openbare terechtzitting van de rechtbank een project voor te leggen en dat hij zich voor de opmaak ervan tot de dienst die de rechter of de jeugdrechtbank aanduidt, kan wenden.

De rechter of de jeugdrechtbank brengt de jongere en zijn ouders ervan op de hoogte dat :

1° de jongere door zijn advocaat bijgestaan moet worden op het ogenblik dat het project schriftelijk bevestigd is ;

2° het project binnen de 6 maanden na de schriftelijke bevestiging ervan uitgevoerd moet worden.

Het jongerenproject moet door de jongere zelf en ook door zijn ouders, ondertekend worden en moet door de rechter goedgekeurd worden die de inhoud ervan niet kan wijzigen, maar het door uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing kan weigeren.

De rechtbank die het project goedkeurt, stuurt een kopie van het ondertekende project aan de dienst die hij aanwijst en vertrouwt hem de controle op de uitvoering ervan toe. De rechtbank licht de jongere in over de mogelijke gevolgen van een niet of slechts gedeeltelijke uitvoering van zijn verbintenissen.

§ 2. De engagementen die de jongere kan nemen in het kader van zijn project zijn :

1. schriftelijke of mondelinge verontschuldigen aanbieden ;

2. réparer lui-même et en nature les dommages causés, si ceux-ci sont limités, ou accomplir un travail rémunéré en vue de l'indemnisation de la victime ;

3. participer à une offre restauratrice visée à l'article 50 ;

4. participer à un programme de réinsertion scolaire ;

5. participer à des activités précises dans le cadre d'un projet d'apprentissage et de formation à raison de 45 heures de prestation au plus ;

6. se soumettre à la guidance d'un professionnel, d'un centre de santé mentale, d'un service de soins en santé mentale, d'un service psychosocial agréé ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes ;

7. se présenter auprès d'un service agréé ;

8. tout autre engagement que le jeune souhaite prendre.

§ 3. Le service compétent fait rapport périodiquement au juge sur l'exécution du projet. Le jeune est tenu informé du contenu des rapports.

Le service compétent adresse un rapport final au juge sur l'exécution du projet. Il est joint au dossier de la procédure.

Si le jeune a exécuté son projet suivant les modalités écrites convenues, le tribunal le reprend dans la motivation de sa décision.

Si le jeune n'a pas totalement exécuté son projet selon les modalités convenues, le juge le reprend dans la motivation de sa décision et en tient compte, le cas échéant, pour imposer au jeune d'autres mesures prévues aux articles 64, alinéa 3 ou 77, alinéa 3 lors d'une audience ultérieure.

Une copie de la décision est remise au jeune, à son avocat, à ses parents et au service mentionné au § 1^{er}. Si la remise à l'une de ces personnes n'a pu avoir lieu, copie du procès-verbal est notifiée par pli judiciaire.

Section 4. — Le soutien à la parentalité

Art. 59. § 1^{er}. Le juge ou le tribunal peut proposer aux parents ou aux personnes qui ont la garde du jeune en fait ou en droit et qui semblent rencontrer des difficultés face au comportement du jeune de participer à un groupe de soutien à la parentalité.

Le juge ou le tribunal informe les personnes visées à l'alinéa 1^{er} des services qui mettent en œuvre ce soutien.

Cette proposition ne peut être faite que si elle peut être bénéfique pour le jeune lui-même.

§ 2. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'un soutien à la parentalité sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

§ 3. Les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

§ 4. Sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le service mettant en œuvre le soutien à la parentalité ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction.

§ 5. Si des éléments du soutien à la parentalité sont portés à la connaissance du juge ou du tribunal de la jeunesse conformément au § 2, il en est fait mention dans l'ordonnance ou le jugement. Le juge ou le tribunal peut en tenir compte et le mentionne, le cas échéant, dans l'ordonnance ou le jugement.

Sous-chapitre II. — La phase préparatoire

Section 1^{re}. — Règles spécifiques à la phase préparatoire

Art. 60. Aucune mesure provisoire ne peut être prise en vue d'exercer une sanction immédiate.

Une mesure provisoire ne peut être prise que pour une durée aussi brève que possible, et si la finalité de la mesure provisoire ne peut être atteinte d'une autre manière.

2. de veroorzaakte schade zelf herstellen in natura, indien die beperkt is, of bezoldigde arbeid verrichten met het oog op de schadevergoeding van het slachtoffer ;

3. aan een herstelrechtelijk aanbod als bedoeld in de artikel 50 deelnemen ;

4. aan een programma voor sociale herintegratie deelnemen ;

5. aan welbepaalde activiteiten deelnemen in het kader van een leer- en opleidingsproject, van ten hoogste 45 uur ;

6. begeleiding volgen bij een professionele hulpverlener, een centrum voor geestelijke gezondheid, een dienst geestelijke gezondheidszorg, een erkende psycho-medisch-sociale dienst of een centrum dat bevoegd is op het gebied van verslavingsproblematiek ;

7. zich bij een erkende dienst aanbieden ;

8. ieder ander engagement dat de jongere wenst aan te gaan.

§ 3. De bevoegde dienst maakt periodiek een verslag op voor de rechter over de uitvoering van het project. De jongere wordt geïnformeerd over de inhoud van de verslagen.

De bevoegde dienst stuurt een eindverslag aan de rechtbank over de uitvoering van het project. Het wordt bij het dossier van de procedure gevoegd.

Indien de jongere zijn project volgens de overeengekomen geschreven voorwaarden uitgevoerd heeft, neemt de rechtbank dit op in de motivering van zijn beslissing.

Indien de jongere zijn project niet volledig volgens de overeengekomen modaliteiten uitgevoerd heeft, neemt de rechter dit in de motivering van zijn beslissing op en houdt hij er, indien nodig, rekening mee om aan de jongere andere in de artikelen 64, 3de lid of 77, 3de lid bedoelde maatregelen tijdens een latere zitting op te leggen.

Een kopie van de beslissing wordt aan de jongere, aan zijn advocaat, aan zijn ouders en aan de in § 1 vermelde dienst overgemaakt. Indien de afgifte aan een van deze personen niet kon plaatsgrijpen, wordt een kopie van het proces-verbaal via gerechtsbrief betekend.

Afdeling 4. — De steun aan het ouderschap

Art. 59. § 1 De rechter of de rechtbank kan aan de ouders of aan de personen die de jongere in feite of in rechte onder hun hoede hebben en die moeilijkheden lijken te ondervinden in verband met het gedrag van de jongere voorstellen om aan een groep voor steun aan het ouderschap deel te nemen.

De rechter of de rechtbank licht de in het 1ste lid bedoelde personen in over de diensten die dit soort steun aanbieden.

Dit voorstel kan enkel gebeuren indien het de jongere zelf ten goede komt.

§ 2. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een steun aan het ouderschap verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarover de partijen overeenkomen dat ze het ter kennis brengen van de gerechtelijke instanties. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechtelijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

§ 3. De vertrouwelijke documenten die toch ter kennis gebracht worden of waarop een partij zich baseert zonder inachtneming van de geheimhoudingsplicht, worden van ambtswege uit de debatten uitgesloten.

§ 4. Zonder afbreuk te doen aan de verplichtingen die de wet oplegt, mag de dienst die de steun aan het ouderschap biedt, de feiten waarvan het op grond van diens functie kennis neemt, niet openbaar maken

§ 5. Indien elementen uit de steun aan het ouderschap ter kennis gebracht worden van de rechter of de jeugdrechtbank in overeenstemming met § 2, wordt daar melding van gemaakt in de beschikking of het vonnis. De rechter of de jeugdrechtbank kan hier rekening mee houden en vermeldt dit desgevallend in de beschikking of het vonnis.

Onderhoofdstuk II. — De voorbereidende fase

Afdeling 1. — Specifieke regels in de voorbereidende fase

Art. 60. Geen enkele voorlopige maatregel mag genomen worden om een onmiddellijke bestraffing uit te oefenen.

Een voorlopige maatregel kan enkel genomen worden voor een zo kort mogelijke duur, en als het einddoel van de voorlopige maatregel niet op een andere manier bereikt kan worden.

Art. 61. La décision du juge contient un résumé des faits reprochés et un résumé des éléments touchant à la personnalité du jeune ou à son milieu qui justifie la décision. Elle mentionne également l'audition ou les raisons pour lesquelles l'intéressé n'a pu être entendu.

Art. 62. § 1^{er}. La durée de la phase préparatoire est limitée à neuf mois à partir de la réquisition prévue à l'article 45.2.a) de la loi du 8 avril 1965 jusqu'au jugement du tribunal de la jeunesse ou jusqu'à la décision du procureur du Roi de classer sans suite.

Le dossier est communiqué au procureur du Roi en vue de sa fixation à l'audience du tribunal au plus tard six mois après la saisine.

À l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er}, les mesures provisoires cessent de plein droit.

Le procureur du Roi dispose d'un délai de deux mois à partir de la communication du dossier pour citer le jeune à comparaître devant le tribunal de la jeunesse ou l'informer de sa décision de classer sans suite.

§ 2. La phase préparatoire peut être exceptionnellement prolongée de trois mois, renouvelables, si cette prolongation est nécessaire pour déterminer les faits qualifiés infractions ou pour connaître la personnalité du jeune et son milieu de vie.

La phase préparatoire ne peut jamais excéder une durée totale de vingt-quatre mois.

§ 3. Dans le cadre de la prolongation visée au § 2, des mesures provisoires peuvent être prises ou maintenues si des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique le nécessitent.

Le juge de la jeunesse motive spécialement sa décision de prolonger la phase préparatoire ainsi que sa décision de prendre ou maintenir des mesures provisoires dans le cadre de cette prolongation au regard des critères visés au § 2 alinéa 1^{er}.

§ 4. Lorsque le jeune a fait l'objet d'une citation à comparaître devant le tribunal de la jeunesse, ce dernier peut prolonger les mesures provisoires par jugement intervenant avant la fin de celles-ci pour une ou plusieurs périodes ne dépassant pas le jour où il est statué au fond et si des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique le nécessitent.

§ 5. Lorsqu'une décision prise dans le cadre de la phase préparatoire est frappée d'appel, les délais visés aux §§ 1^{er} et 2 sont suspendus à partir du jour de l'acte d'appel jusqu'au jour de l'arrêt rendu par la cour d'appel. La durée de cette suspension ne peut excéder deux mois.

Le juge d'appel peut prendre les mesures provisoires prévues à l'article 64, alinéa 3 dans les limites prévues à l'article 62.

Les mesures provisoires prises antérieurement par le juge de la jeunesse sont maintenues tant qu'elles n'ont pas été modifiées par le juge d'appel ou la cour d'appel.

Art. 63. Lorsque le juge de la jeunesse prend une mesure provisoire, il peut, pour les nécessités de l'information ou de l'instruction, interdire au jeune de communiquer librement avec les personnes nommément désignées autres que son avocat, pour une période de trente jours au plus, renouvelable plusieurs fois.

Section 2. — Mesures de garde provisoires et d'investigations à disposition du juge de la jeunesse

1. Mesures et principes généraux

Art. 64. Pendant la phase préparatoire, le juge de la jeunesse peut proposer l'offre restauratrice qui consiste en une médiation ou une concertation restauratrice en groupe visée à l'article 50. S'il ne propose pas l'offre restauratrice, il motive expressément sa décision.

Dès la saisine du juge, le jeune peut proposer au juge d'élaborer et d'exécuter le projet visé à l'article 58, et ce au plus tard jusqu'à l'audience publique.

Si l'offre restauratrice et le projet du jeune s'avèrent irréalisables ou inappropriés ou si l'offre restauratrice s'avère insuffisante, le juge peut, en tenant compte des facteurs visés à l'article 39 et de la hiérarchie prévue à l'article 42, et, le cas échéant, de manière cumulative, prendre à titre de mesure provisoire de garde ou d'investigations les mesures suivantes :

1° soumettre le jeune à la surveillance du service social compétent ;

Art. 61. De beslissing van de rechter bevat een samenvatting van de ten laste gelegde feiten en een samenvatting van de elementen in verband met de persoonlijkheid van de jongere of diens omgeving die de beslissing verantwoordt. De beslissing vermeldt ook de zitting of de redenen waarom de belanghebbende niet gehoord kon worden.

Art. 62. § 1. De duur van de voorbereidende fase is beperkt tot negen maanden vanaf de vordering bedoeld in artikel 45.2 a) van de wet van 8 april 1965 tot aan het vonnis van de jeugdrechtbank of de beslissing van de Procureur des Konings om de zaak te seponeren.

Het dossier wordt aan de Procureur des Konings overgemaakt met het oog op de vastlegging op de zitting van de rechtbank, ten laatste zes maanden na de aanhangigmaking.

Bij het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijn lopen de voorlopige maatregelen van rechtswege ten einde.

De Procureur des Konings beschikt over een termijn van twee maanden vanaf de kennisgeving van het dossier om de jongere te dagvaarden voor de jeugdrechtbank of hem te informeren over zijn beslissing om de zaak te seponeren.

§ 2. 1° De voorbereidende fase kan uitzonderlijk met telkens drie maanden verlengd worden, indien deze verlenging noodzakelijk is om de als misdrijf omschreven feiten te bepalen of om de persoonlijkheid van de jongere en diens leefomgeving te leren kennen.

De voorbereidende fase mag nooit een totale duur van vierentwintig maanden overschrijden.

§ 3. In het kader van de in § 2 bedoelde verlenging kunnen er voorlopige maatregelen getroffen of gehandhaafd worden indien ernstige en uitzonderlijke omstandigheden in verband met vereisten inzake openbare veiligheid dit vereisen.

De jeugdrechter motiveert specifiek zijn beslissing om de voorbereidende fase te verlengen, alsook zijn beslissing om in het kader van deze verlenging voorlopige maatregelen te treffen of te handhaven, met inachtneming van de in § 2, 1ste lid bedoelde criteria.

§ 4. Wanneer de jongere is gedagvaard om voor de jeugdrechter te verschijnen, kan die laatste bij vonnis de voorlopige maatregelen verlengen voor het einde van die maatregelen, dit voor een of meer termijnen en uiterlijk tot de dag waarop de beslissing ten gronde is genomen, enkel indien ernstige en uitzonderlijke omstandigheden in verband met vereisten inzake openbare veiligheid dit vereisen.

§ 5. Wanneer een beslissing die in het kader van de voorbereidende fase is genomen, het voorwerp is van een beroep, worden de in § 1 en 2 bedoelde termijnen geschorst vanaf de dag van de akte van beroep tot aan het arrest van het hof van beroep. De duur van deze opschorting mag niet langer zijn dan twee maanden.

De rechter in hoger beroep kan de in artikel 64 alinéa 3 bepaalde voorlopige maatregelen nemen binnen de grenzen voorzien in artikel 62.

De voorlopige maatregelen die voorheen door de jeugdrechter genomen zijn, blijven behouden zolang ze niet door de rechter in hoger beroep of het hof van beroep gewijzigd werden.

Art. 63. Wanneer de jeugdrechter een voorlopige maatregel neemt, kan hij, wanneer dit noodzakelijk is voor het verkrijgen van informatie of voor het onderzoek, de jongeren verbieden om vrij te communiceren met de personen die bij naam aangewezen worden, zijn advocaat uitgezonderd, voor een periode van maximum dertig dagen die meermaals verlengbaar is.

Afdeling 2. — Onderzoeksmaatregelen en voorlopige maatregelen van bewaring die ter beschikking staan van de jeugdrechter

1. Algemene beginselen en maatregelen

Art. 64. Tijdens de voorbereidende fase kan de jeugdrechter het herstelrechtelijk aanbod voorstellen dat uit een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg, bedoeld in artikel 50, bestaat. Indien hij geen herstelrechtelijk aanbod voorstelt, motiveert hij zijn beslissing uitdrukkelijk.

Vanaf de aanhangigmaking van de rechter kan de jongere aan de rechter voorstellen om het in artikel 58 bedoelde project op te stellen en uit te voeren, en dit ten laatste tot aan de openbare terechtzitting.

Indien het herstelrechtelijk aanbod en het jongerenproject onuitvoerbaar of ongeschikt blijken te zijn of indien het herstelrechtelijk aanbod ontoereikend blijkt te zijn, kan de rechter, mits hij met de factoren bedoeld in artikel 39 en de hiërarchie bedoeld in artikel 42 rekening houdt en, in voorkomend geval, op cumulatieve wijze, bij wijze van onderzoeks- en voorlopige bewaringsmaatregel de volgende maatregelen treffen :

1° de jongere onder het toezicht van de bevoegde sociale dienst plaatsen ;

2° imposer au jeune, à titre d'investigation, d'effectuer une prestation d'intérêt général en rapport avec son âge et ses capacités, de minimum quinze heures et de trente heures au plus, organisée par le service qu'il désigne ;

3° soumettre le jeune à un suivi par un professionnel, un centre de santé mentale, un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médico-social agréé ou un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie et sur la base d'un certificat médical lorsque la directive intègre une dimension médicale ;

4° soumettre le jeune à un accompagnement éducatif intensif ou à autre accompagnement que le juge détermine ou à une guidance aux fins d'observation par le service que le juge désigne ;

5° soumettre le jeune à des conditions, le cas échéant de façon cumulative, en vue de son maintien dans son milieu de vie ;

6° imposer au jeune, à titre de mesure d'investigation, de participer à un module de formation ou de sensibilisation aux conséquences des actes accomplis et à leur impact sur les victimes, de maximum trente heures, organisé par le service qu'il désigne ;

7° confier le jeune à un accueillant familial ;

8° confier le jeune à un établissement approprié en vue de son éducation ;

9° confier le jeune à un établissement approprié à régime ouvert en vue de son traitement si la nécessité thérapeutique en est établie sur la base d'un certificat médical ou, s'il s'agit d'une service psychiatrique, conformément à l'article 68 § 2 ;

10° confier le jeune à une institution publique à titre de mesure de garde.

Art. 65. Le juge détermine la durée de toute mesure provisoire qu'il ordonne sous réserve de l'application de l'article 70 relatif à la durée de placement en institution publique.

Le juge peut, même si la réquisition du procureur du Roi est postérieure à la date à laquelle le jeune a atteint l'âge de dix-huit ans, prendre ou maintenir des mesures provisoires jusqu'à ce que le jeune ait atteint l'âge de vingt ans, sans préjudice de l'article 62.

2. Surveillance du service social compétent

Art. 66. Lorsque le juge soumet le jeune à la surveillance du service social compétent, il en précise l'objet ainsi que le type de surveillance attendue. Le service social compétent informe régulièrement le juge sur l'exécution de la mesure.

3. Le maintien dans le milieu de vie sous conditions

Art. 67. § 1^{er}. Lorsque le juge maintient le jeune dans son milieu de vie sous conditions, il fixe la durée de celles-ci qui sera inférieure à neuf mois dans son ordonnance et motive sa décision.

§ 2. Le juge de la jeunesse peut inviter le jeune, avec l'assistance de son avocat, à proposer des conditions.

§ 3. Les conditions suivantes peuvent être imposées au jeune :

1. ne pas fréquenter certains lieux déterminés ;
2. respecter l'interdiction de sortir dont la durée ne peut excéder trois mois et dont il précise les modalités ;
3. ne pas fréquenter ou importuner certaines personnes déterminées ;
4. fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécialisé ;
5. suivre les directives pédagogiques d'un centre d'orientation éducative ;
6. suivre les directives médicales et/ou psychologiques d'un professionnel, d'un centre de santé mentale, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médico-social agréé ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie et sur la base d'un certificat médical lorsque la directive intègre une dimension médicale ;
7. s'adresser au conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles ou aux « gemandateerde voorzieningen » ;
8. ne pas exercer une ou plusieurs activités déterminées au regard des circonstances de l'espèce ;
9. participer à une ou plusieurs activités sportives, sociales ou culturelles encadrées ;

2° de jongere, bij wijze van onderzoek, opleggen een prestatie van algemeen nut te leveren, in verhouding tot zijn leeftijd en zijn vaardigheden, van minimum vijftien uur en maximum dertig uur, die georganiseerd wordt door de dienst die hij aanwijst ;

3° de jongere aan een opvolging onderwerpen door een professionele hulpverlener, centrum voor geestelijke gezondheid, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of een erkend psycho-medische sociale dienst of een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen, indien de therapeutische noodzaak hiervoor is vastgesteld en op basis van een medisch attest wanneer de richtlijn een medisch karakter heeft ;

4° de jongere verplichten om een intense educatieve begeleiding of andere begeleiding te volgen die de rechter bepaalt of een begeleiding te volgen met als doel observatie door de dienst die de rechter aanwijst ;

5° de jongere voorwaarden opleggen, die indien nodig cumulatief zijn, met het oog op zijn handhaving in zijn leefomgeving ;

6° de jongere, als onderzoeksmaatregel, opleggen om deel te nemen aan een vormings- of sensibiliseringsmodule over de gevolgen van de gestelde daden en de impact ervan op de slachtoffers, van maximum 30 uur en georganiseerd door de dienst die hij aanwijst ;

7° de jongere aan een pleegzorger toevertrouwen ;

8° de jongere aan een in het licht van zijn opvoeding geschikte instelling toevertrouwen ;

9° de jongere aan een geschikte instelling met open afdeling toevertrouwen met het oog op zijn behandeling, indien de therapeutische noodzaak hiervoor op basis van een medisch attest vastgesteld is, of, indien het gaat om een psychiatrie dienst, in overeenstemming met artikel 68 § 2 ;

10° de jongere aan een openbare instelling bij wijze van bewaringsmaatregel toevertrouwen.

Art. 65. De rechter bepaalt de duur van iedere voorlopige maatregel die hij beveelt, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 70 betreffende de duur van plaatsing in openbare instelling.

De rechter kan, zelfs al gebeurt de vordering van de Procureur des Konings na de datum waarop de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt heeft, voorlopige maatregelen treffen of handhaven tot de jongere de leeftijd van twintig jaar bereikt heeft, zonder daarbij afbreuk te doen aan artikel 62.

2. Toezicht van de bevoegde sociale dienst

Art. 66. Wanneer de rechter de jongere onder toezicht van de bevoegde sociale dienst plaatst, verduidelijkt hij het voorwerp alsook de aard van het verwachte toezicht. De bevoegde sociale dienst licht de rechter regelmatig over de uitvoering van de maatregel in.

3. Het behoud in de leefomgeving onder voorwaarden

Art. 67. § 1. Wanneer de rechter de jongere in zijn leefomgeving onder voorwaarden handhaaft, legt hij de duur hiervan vast die in zijn beschikking lager dan negen maanden zal zijn en motiveert hij zijn beslissing.

§ 2. De jeugdrechter kan de jongere uitnodigen om, met bijstand van zijn advocaat, voorwaarden voor te stellen.

§ 3. De volgende voorwaarden kunnen aan de jongere opgelegd worden :

1. niet op bepaalde plaatsen komen ;
2. het huisarrest naleven waarvan de duur drie maanden niet mag overschrijden en waarvan hij de voorwaarden nader omschrijft ;
3. niet omgaan met bepaalde personen of hen niet lastigvallen ;
4. hem geregeld een school voor gewoon of bijzonder onderwijs laten bezoeken ;
5. hem onderwerpen aan de pedagogische richtlijnen van een centrum voor opvoedkundige voorlichting ;
6. medische en/of psychologische richtlijnen volgen van een professionele hulpverlener, een centrum voor geestelijke gezondheid, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of een erkende psycho-medische sociale dienst of een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen indien de therapeutische noodzaak ervan vastgesteld is en op basis van een medisch attest wanneer de richtlijn een medisch karakter heeft ;
7. zich tot de « conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles » of tot de gemandateerde diensten wenden ;
8. een of meer bepaalde bezigheden niet uitoefenen, gelet op de specifieke omstandigheden ;
9. deelnemen aan een of meerdere sportieve, sociale of culturele activiteiten ;

10. respecter d'autres conditions ou interdictions ponctuelles dont il précise la durée et les modalités.

Le juge peut confier le respect des conditions au service social compétent. Il peut confier à un service de police le contrôle de l'exécution de l'interdiction de fréquenter certaines personnes ou certains lieux ainsi que le respect de l'interdiction de sortie. Si le service social compétent intervient également dans l'exécution de l'ordonnance du juge, ce dernier l'informe régulièrement des résultats de ce contrôle.

§ 4. L'interdiction de sortie visée au § 3, 2. consiste pour le jeune à être présent aux lieux et heures que le juge fixe.

L'interdiction de sortie ne doit pas empêcher le jeune d'aller à l'école ni de suivre un traitement ou un accompagnement.

Le juge peut, à la demande du jeune, de ses parents ou d'office autoriser le jeune à quitter les lieux visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 5. Le juge de la jeunesse adresse sa décision qui reprend les conditions à respecter par le jeune au service social compétent ainsi que, le cas échéant, au service de police en ce qui concerne le respect des conditions visées aux points 1° à 3° du § 3 ou au service qui mettra en œuvre la directive visée aux points 5° ou 6° du § 3.

Le service social compétent désigné adresse un premier rapport au juge dans le mois de sa désignation.

Dans le cas des conditions visées aux § 3, points 1° à 3° et 5° à 6°, le service de police ou le service désigné et chargé de mettre en œuvre une directive pédagogique ou médicale adresse un premier rapport au juge dans le mois du commencement de celle-ci.

Un rapport est ensuite adressé au juge par le service social compétent, le service de police ou le service désigné pour mettre en place la directive pédagogique ou médicale à chaque fois qu'il l'estime nécessaire ou encore chaque fois que le juge le demande et au moins tous les trois mois.

Les rapports portent à la fois sur le respect de la condition et sur l'évolution du jeune. Ce dernier est informé du contenu des rapports.

Dans le cas des conditions visées aux §§ 3, 5 et 6, si la directive est interrompue, le service mandaté en informe immédiatement le juge.

§ 6. Le juge de la jeunesse peut d'office et par décision motivée rapporter, adapter ou modifier les conditions au regard des circonstances de l'espèce.

Il ne peut le faire qu'après avoir entendu le jeune et son avocat. Le juge peut également entendre ses parents ainsi que le procureur du Roi.

Le juge peut également adapter ou modifier les conditions à la demande du jeune, de ses parents ainsi que du procureur du Roi sans pouvoir cependant les renforcer ou les alourdir.

4. Le placement dans un service psychiatrique

Art. 68. § 1^{er}. Conformément à l'article 38 de la présente ordonnance, le placement dans un service psychiatrique en régime fermé sur décision médicale ne peut se faire qu'en vertu de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

En cas d'application de cette loi par le juge, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le juge en est informé. Dans ce délai et sans pouvoir le prolonger, le juge statue sur toute autre mesure visée à l'article 64, alinéa 3 qu'il juge utile.

§ 2. En dehors de l'application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, le juge de la jeunesse ne peut confier le jeune à un service psychiatrique à régime ouvert en vue de son traitement que sur la base d'un certificat médical émanant d'un pédopsychiatre, à la suite d'un examen datant de quinze jours au plus, établissant la nécessité thérapeutique de cette mesure.

En cas d'urgence, le juge peut ordonner la mesure visée à l'alinéa 1^{er} sur la base d'un rapport médical circonstancié, à condition que la nécessité thérapeutique de la mesure soit confirmée par un certificat médical émanant d'un pédopsychiatre dans les trente jours qui suivent le début de la mesure.

10. andere voorwaarden of specifieke verbodsmaatregelen waarvan de duur en de voorwaarden nader omschreven worden, in acht nemen.

De rechter kan de controle op de naleving van de voorwaarden aan de bevoegde sociale dienst toevertrouwen. Hij kan de controle op de uitvoering van het verbod om met bepaalde personen om te gaan of op bepaalde plaatsen te komen, alsook de naleving van het huisarrest, aan een politiedienst toevertrouwen. Indien de bevoegde sociale dienst ook optreedt bij de uitvoering van de beschikking van de rechter, informeert die hem regelmatig over de resultaten van deze controle.

§ 4. Het huisarrest bedoeld in § 3, 2. bestaat erin dat de jongere op de plaatsen en de uren die de rechter vaststelt aanwezig is.

Het huisarrest mag de jongere niet verhinderen naar school te gaan, noch een behandeling of een begeleiding te volgen.

De rechter kan, op verzoek van de jongere, van zijn ouders of ambtshalve de jongere toelaten om de plaats bedoeld in het 1ste lid te verlaten.

§ 5. De jeugdrechter stuurt zijn beslissing die de door de jongere na te leven voorwaarden bevat naar de bevoegde sociale dienst evenals, desgevallend, naar de politiedienst betreffende de naleving van de voorwaarden als bedoeld in punt 1° tot 3° van § 3 of aan de dienst die de richtlijn bedoeld in de punten 5 of 6 van § 3 ten uitvoer zal leggen.

De aangewezen bevoegde sociale dienst stuurt een eerste verslag naar de rechter binnen de maand van zijn aanwijzing.

In het geval van de in § 3, punten 1° tot 3° en 5° tot 6° bedoelde voorwaarden, stuurt de politiedienst of de aangewezen dienst die bevoegd is om een pedagogische of medische richtlijn ten uitvoer te leggen binnen de maand van de start ervan een eerste verslag naar de rechter.

Nadien wordt er een verslag naar de rechter gestuurd door de bevoegde sociale dienst, de politiedienst of de aangewezen dienst voor het ten uitvoer leggen van de pedagogische of medische richtlijn, telkens hij dat nodig acht of telkens de rechter hierom verzoekt en dit minstens iedere drie maand.

De verslagen hebben tegelijkertijd betrekking op de naleving van de voorwaarden en op de ontwikkeling van de jongere. Die laatste wordt over de inhoud van de verslagen ingelicht.

In het geval van de in de §§ 3, 5 en 6 bedoelde voorwaarden, indien de richtlijn onderbroken is, licht de gemandateerde dienst hierover onmiddellijk de rechter in.

§ 6. De jeugdrechter kan ambtshalve en door middel van een gemotiveerde beslissing de voorwaarden intrekken of aan de specifieke omstandigheden aanpassen of wijzigen.

Hij kan dit pas doen na de jongere en zijn advocaat gehoord te hebben. De rechter kan ook zijn ouders alsook de Procureur des Konings horen.

De rechter kan de voorwaarden ook aanpassen of wijzigen op verzoek van de jongere, van zijn ouders, alsook op verzoek van de Procureur des Konings, zonder ze evenwel te kunnen versterken of te verzwaren.

4. De plaatsing in een psychiatrie dienst

Art. 68. § 1. In overeenstemming met artikel 38 van onderhavige ordonnantie, kan de plaatsing in een psychiatrie dienst met gesloten afdeling wegens medische beslissing enkel krachtens de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke gebeuren.

In geval van toepassing van deze wet door de rechter, wordt de beslissing van de dokter-diensthoofd om de maatregel op te heffen, pas na een termijn van vijf werkdagen, te rekenen vanaf de dag dat de rechter hiervan op de hoogte gebracht is, uitgevoerd. Binnen deze termijn, en zonder deze te kunnen verlengen, doet de rechter een uitspraak over elke andere in artikel 64, 3de lid, bedoelde maatregel die hij nuttig acht.

§ 2. Buiten de toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke kan de jeugdrechter de jongere met het oog op zijn behandeling enkel aan een psychiatrie dienst met open afdeling toevertrouwen op basis van een medisch attest dat van een kinderpsychiater afkomstig is, na een onderzoek dat niet langer dan vijftien dagen geleden plaatsvond en dat de therapeutische noodzaak van deze maatregel staft.

In geval van dringendheid kan de rechter de in het 1ste lid bedoelde maatregel op basis van een gedetailleerd medisch verslag bevelen, op voorwaarde dat de therapeutische noodzaak van de maatregel binnen de dertig dagen na het begin van de maatregel door een medisch attest dat van een kinderpsychiater afkomstig is, gestaafd wordt.

§ 3. La mesure peut être cumulée avec une mesure d'accompagnement ou de guidance.

5. Le placement en institution publique

Art. 69. Lorsque le juge de la jeunesse décide de confier le jeune à une institution publique, sa décision détermine la durée de la mesure, qui ne peut être prolongée, conformément à l'article 70, alinéa 2, que pour des raisons exceptionnelles liées au comportement dangereux du jeune pour lui-même ou pour autrui, ainsi que le caractère ouvert ou fermé du régime et les objectifs du placement.

Art. 70. La mesure de placement provisoire en institution publique, en régime ouvert ou fermé, ne peut excéder trois mois.

Elle peut néanmoins être prolongée de mois en mois par décision motivée du juge de la jeunesse. La décision de prolongation devra être justifiée par des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique ou propres à la personnalité de l'intéressé, et qui nécessitent le maintien de ces mesures. L'intéressé, son conseil et le directeur de l'établissement seront préalablement entendus.

Art. 71. Le placement en institution publique en régime ouvert est privilégié par rapport à l'hébergement en institution publique en régime fermé.

Art. 72. La mesure peut être cumulée avec une mesure d'accompagnement ou de guidance.

Art. 73. Le juge ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou en régime fermé qu'à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits et qui :

1° soit a commis un fait qualifié infraction qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principale de cinq ans ou une peine plus lourde, autre qu'un fait qualifié de vol simple, recel ordinaire et fraude informatique ;

2° soit a commis un fait qualifié de coups et blessures, avec circonstance aggravante ;

3° soit a commis un fait qualifié violation grave du droit international humanitaire, infraction terroriste, attentat à la pudeur avec violence ou menaces, association de malfaiteurs ayant pour but de commettre des crimes ou encore un fait qualifié menaces contre les personnes tel que visé à l'article 327 du Code pénal ;

4° soit a précédemment fait l'objet d'un jugement définitif ordonnant une mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé et a commis un nouveau fait qualifié infraction ;

5° soit fait l'objet d'une révision de la mesure, conformément à l'article 44, § 1^{er}, pour le motif qu'il n'a pas respecté la ou les mesures, provisoires ou au fond, imposées précédemment relativement à un ou plusieurs faits qui permettaient le placement en institution publique. Dans ce cas, la durée de la mesure ne peut excéder six mois et ne peut être prolongée.

Art. 74. Sans préjudice des conditions énumérées à l'article 73, le juge peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé à l'égard d'un jeune âgé de douze à quatorze ans qui a gravement porté atteinte à la vie ou à la santé d'autrui et dont le comportement est particulièrement dangereux.

Art. 75. L'hébergement en institution publique à régime fermé ne peut être ordonné que lorsque les conditions suivantes sont en outre rencontrées :

1° le jeune a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui ;

2° il existe de sérieuses raisons de craindre que le jeune, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers.

§ 3. De maatregel kan met een maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding gecumuleerd worden.

5. De plaatsing in een openbare instelling

Art. 69. Wanneer de jeugdrechter beslist om de jongere aan een openbare instelling toe te vertrouwen, bepaalt zijn beslissing de duur van de maatregel, die, overeenkomstig artikel 70, lid 2, enkel wegens uitzonderlijke redenen in verband met het gevaarlijke gedrag van de jongere voor zichzelf of voor anderen, verlengd kan worden, alsook of de plaatsing in een open of gesloten afdeling gebeurt en de doelstellingen van de plaatsing.

Art. 70. De voorlopige plaatsingsmaatregel in een openbare instelling, in een open of gesloten afdeling, mag niet langer dan drie maanden duren.

Ze kan evenwel van maand tot maand door middel van een gemotiveerde beslissing van de jeugdrechter verlengd worden. De beslissing tot verlenging moet verantwoord worden door ernstige en uitzonderlijke omstandigheden die betrekking hebben op de vereisten van de openbare veiligheid of eigen zijn aan de persoonlijkheid van de betrokkene en die de handhaving van deze maatregelen noodzakelijk maken. De betrokkene, zijn raadsman en de directeur van de instelling worden vooraf gehoord.

Art. 71. De plaatsing in een openbare instelling in open afdeling krijgt de voorkeur boven de plaatsing in een openbare instelling in gesloten afdeling.

Art. 72. De maatregel kan met een maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding gecumuleerd worden.

Art. 73. De rechter kan de plaatsingsmaatregel in een openbare instelling in open en gesloten afdeling enkel bevelen ten aanzien van de jongere die minstens veertien jaar is op het ogenblik van het plegen van de feiten en die :

1° ofwel een als misdrijf omschreven feit, uitgezonderd gewone diefstal, gewone heling en Internetfraude gepleegd heeft dat, indien het door een meerderjarige gepleegd was, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een correctionele hoofdgevangenisstraf van vijf jaar of een zwaardere straf als gevolg kan hebben ;

2° ofwel een als slagen en verwondingen omschreven feit, met verzwarende omstandigheid heeft gepleegd ;

3° ofwel een ernstige schending van het internationaal humanitair recht, een terroristisch misdrijf, een aanranding van de eerbaarheid met geweld of bedreigingen, vereniging van misdadigers met als doel het plegen van misdaden of een feit dat beschouwd wordt als bedreiging van personen zoals bedoeld in artikel 327 van het Strafwetboek, heeft gepleegd ;

4° ofwel ten aanzien van hem reeds eerder een definitief vonnis is uitgesproken waarin een plaatsingsmaatregel in een open of gesloten afdeling van een openbare instelling werd opgelegd en een nieuw als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd ;

5° ofwel het voorwerp uitmaakt van een herziening van de maatregel overeenkomstig artikel 44, § 1, omdat hij de eerder opgelegde voorlopige maatregelen of maatregelen ten gronde die voorheen in verband met een of meerdere feiten die de plaatsing in openbare instelling toelieten, niet nageleefd heeft. In dat geval mag de duur van de maatregel zes maanden niet overschrijden en kan ze niet verlengd worden.

Art. 74. Zonder afbreuk te doen aan de in artikel 73 opgesomde voorwaarden, kan de rechter de plaatsingsmaatregel in een openbare instelling in een open of gesloten afdeling bevelen ten aanzien van een jongere tussen twaalf en veertien jaar die een ernstige aanslag heeft gepleegd op het leven of op de gezondheid van een andere persoon en van wie het gedrag uitzonderlijk gevaarlijk is.

Art. 75. De plaatsing in een openbare instelling in een gesloten afdeling kan alleen bevolen worden wanneer bovendien de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de jongere geeft blijk van een gedrag dat voor hemzelf of voor anderen gevaarlijk is ;

2° er bestaan ernstige redenen om te vrezen dat de jongere, indien hij opnieuw in vrijheid wordt gesteld, nieuwe misdaden of wanbedrijven pleegt, zich aan het gerecht onttrekt, bewijsmateriaal probeert te doen verdwijnen of tot een heimelijke verstandhouding komt met derden.

Art. 76. Lorsque le juge de la jeunesse prend provisoirement une mesure de placement en institution publique, il peut, pour les nécessités de l'information ou de l'instruction et pour un délai de trente jours renouvelable, interdire au jeune par décision motivée de communiquer librement avec les personnes nommément désignées, autres que son avocat conformément à l'article 63.

En outre, le juge de la jeunesse peut, pour des raisons identiques et pour la même durée, interdire au jeune toute sortie de l'institution.

Sous-chapitre III. — La phase de jugement

Section 1^{re}. — Les mesures de garde et d'éducation à disposition du tribunal de la jeunesse

1. Mesures et principes généraux

Art. 77. Pendant la phase de jugement, le tribunal peut proposer l'offre restauratrice qui consiste en une médiation ou une concertation restauratrice en groupe visée à l'article 50. S'il ne propose pas l'offre restauratrice, il motive expressément sa décision.

Il examine ensuite la faisabilité du projet visé à l'article 58.

Si l'offre restauratrice et le projet du jeune s'avèrent irréalisables ou inappropriés ou si l'offre restauratrice s'avère insuffisante, le tribunal peut, en tenant compte des facteurs visés à l'article 39 et de la hiérarchie prévue à l'article 41 et, le cas échéant, de manière cumulative, prendre les mesures de garde et d'éducation suivantes :

1° réprimander le jeune ;

2° soumettre le jeune à la surveillance du service social compétent ;

3° lui imposer d'effectuer une prestation éducative et d'intérêt général en rapport avec son âge et ses capacités, de minimum trente heures et de 150 heures au plus, organisée par le service que la tribunal désigne ;

4° lui imposer, s'il est âgé d'au moins quinze ans, d'accomplir un travail rémunéré en vue de l'indemnisation de la victime, à raison de 150 heures au plus ;

5° soumettre le jeune à un accompagnement éducatif intensif ou à autre accompagnement que le tribunal précise ou à une guidance par le service que le tribunal désigne ;

6° suivre les directives médicales et/ou psychologiques d'un professionnel, d'un centre de santé mentale, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médico-social agréé ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie et sur la base d'un certificat médical lorsque la directive intègre une dimension médicale ;

7° imposer au jeune de participer à un ou plusieurs modules de formation ou de sensibilisation aux conséquences des actes accomplis et à leur impact sur les victimes organisés par le service que le tribunal désigne ;

8° imposer au jeune de participer à une ou plusieurs activités sportives, sociales ou culturelles encadrées ;

9° lui imposer de fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécialisé ;

10° soumettre le jeune à des conditions, le cas échéant de manière cumulative, en vue de son maintien dans son milieu de vie ;

11° soumettre le jeune à un accompagnement post-institutionnel ;

12° confier le jeune à un accueillant familial ;

13° confier le jeune à un établissement approprié en vue de son éducation ;

14° confier le jeune à un établissement approprié en régime ouvert en vue de son traitement si la nécessité thérapeutique en est établie sur la base d'un certificat médical ou, s'il s'agit d'un service psychiatrique, conformément à l'article 82, § 2 ;

15° placer le jeune en institution publique.

Art. 76. Wanneer de jeugdrechter een voorlopige maatregel van plaatsing in een openbare instelling treft, kan hij, omwille van de noodwendigheden van het opsporingsonderzoek of van het gerechtelijke onderzoek en voor een termijn van dertig werkdagen met gemotiveerde beslissing de jongere vrij verkeer verbieden met de personen die bij naam aangewezen worden, zijn advocaat uitgezonderd, in overeenstemming met artikel 63.

Bovendien kan de jeugdrechter, wegens dezelfde redenen en voor dezelfde duur, de jongere verbieden de instelling te verlaten.

Onderhoofdstuk III. — Fase van het vonnis

Afdeling 1. — De bewarings- en opvoedingsmaatregelen die van de jeugdrechtbank ter beschikking staan

1. Algemene maatregelen en principes

Art. 77. Tijdens de fase van het vonnis kan de rechtbank het herstelrechtelijk aanbod voorstellen dat uit een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg bedoeld in artikel 50 bestaat. Indien hij geen herstelrechtelijk aanbod voorstelt, motiveert hij zijn beslissing uitdrukkelijk.

Hij onderzoekt vervolgens de haalbaarheid van het project bedoeld in artikel 58.

Indien het herstelrechtelijk aanbod en het jongerenproject onuitvoerbaar of ongeschikt blijken te zijn of indien het herstelrechtelijk aanbod ontoereikend blijkt te zijn, kan de rechtbank, mits met de factoren bedoeld in artikel 39 en de hiërarchie bedoeld in artikel 41 rekening te houden en, in voorkomend geval, op cumulatieve wijze, de volgende bewarings- en opvoedingsmaatregelen treffen :

1° de jongere berispen ;

2° de jongere onder het toezicht van de bevoegde sociale dienst plaatsen ;

3° hem opleggen een prestatie van opvoedkundige aard en van algemeen nut te leveren, in verhouding tot zijn leeftijd en zijn vaardigheden, van minimum dertig uur en maximum 150 uur, die georganiseerd wordt door de dienst die de rechtbank aanwijst ;

4° hem verplichten om, indien hij minstens vijftien jaar is, bezoldigde arbeid te verrichten met het oog op de schadevergoeding van het slachtoffer, ten belopen van maximum 150 uur ;

5° de jongere verplichten om een intense educatieve begeleiding of andere begeleiding te volgen die de rechtbank bepaalt of een begeleiding te volgen van de dienst die de rechtbank aanwijst ;

6° het volgen van de medische en/of psychologische richtlijnen van een professionele hulpverlener, centrum voor geestelijke gezondheid, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of een erkende psychomedische-sociale dienst of een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen, indien de therapeutische noodzaak vastgesteld is en op basis van een medisch attest wanneer de richtlijn een medisch karakter heeft ;

7° de jongere verplichten deel te nemen aan een of meer opleidingsmodules of modules ter bewustmaking van de gevolgen van de gestelde handelingen, alsook van de invloed daarvan op eventuele slachtoffers georganiseerd door de dienst die ze aanwijst ;

8° de jongere verplichten deel te nemen aan een of meer begeleide sportieve, sociale of culturele activiteiten ;

9° de jongere verplichten geregeld een school voor gewoon of bijzonder onderwijs te bezoeken ;

10° de jongere voorwaarden opleggen, die indien nodig cumulatief zijn, met het oog op zijn handhaving in zijn leefomgeving ;

11° de jongere verplichten om een postinstitutionele begeleiding te volgen ;

12° de jongere aan een pleegzorger toevertrouwen ;

13° de jongere aan een geschikte instelling met het oog op zijn opvoeding toevertrouwen ;

14° de jongere aan een geschikte instelling met open afdeling met het oog op zijn behandeling toevertrouwen indien de therapeutische noodzaak vastgesteld is op basis van een medisch attest of, indien het gaat om een psychiatrie dienst, in overeenstemming met artikel 82, § 2 ;

15° de jongere in een openbare instelling plaatsen.

Art. 78. § 1^{er}. Le tribunal de la jeunesse détermine la durée de toute mesure qu'il ordonne au fond, à l'exception de la réprimande.

§ 2. Les mesures prennent fin lorsque le jeune atteint l'âge de dix-huit ans.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, le tribunal peut :

1° sur réquisition du procureur du Roi, en cas de mauvaise conduite persistante ou de comportement dangereux du jeune, prolonger ces mesures au fond pour une durée déterminée ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt-trois ans. Dans ce cas, le tribunal est saisi de la réquisition dans les trois mois précédant le jour où le jeune atteint l'âge de dix-huit ans ;

2° lorsque le fait qualifié infraction a été commis après l'âge de seize ans, prendre ou maintenir des mesures au fond pour une durée déterminée ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt-trois ans.

2. La réprimande

Art. 79. La mesure de réprimande peut être prononcée indépendamment de l'âge du jeune au moment du jugement.

3. La surveillance du service social compétent

Art. 80. Lorsque le tribunal de la jeunesse soumet le jeune à la surveillance du service social compétent, il en précise l'objet ainsi que le type de surveillance attendue. Le service informe régulièrement le tribunal sur l'exécution de la mesure.

4. Le maintien dans le milieu de vie sous conditions

Art. 81. § 1^{er}. Lorsque le tribunal maintient le jeune dans son milieu de vie sous conditions, il fixe la durée de celles-ci qui ne peut être supérieure à un an dans son jugement et motive sa décision.

§ 2. Le tribunal de la jeunesse peut inviter le jeune, avec l'assistance de son avocat, à proposer des conditions.

§ 3. Les conditions suivantes peuvent être imposées au jeune :

1. ne pas fréquenter certains lieux déterminés ;
2. respecter l'interdiction de sortir dont la durée ne peut excéder trois mois et dont le tribunal précise les modalités ;
3. ne pas fréquenter ou importuner certaines personnes déterminées ;
4. fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécialisé ;
5. suivre les directives pédagogiques d'un centre d'orientation éducative ;
6. suivre les directives médicales et/ou psychologiques d'un professionnel, d'un centre de santé mentale, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médico-social agréé ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie et sur la base d'un certificat médical si la directive intègre une dimension médicale ;
7. participer à un ou plusieurs modules de formation ou de sensibilisation aux conséquences des actes accomplis et de leur impact sur les éventuelles victimes par le service que le tribunal désigne ;
8. accomplir, à raison de 150 heures au plus, un travail rémunéré en vue de l'indemnisation de la victime, si l'intéressé est âgé de quinze ans au moins ;
9. s'adresser au conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles ou aux « gemandateerde voorzieningen » ;
10. ne pas exercer une ou plusieurs activités déterminées au regard des circonstances de l'espèce ;

Art. 78. § 1. De jeugdrechtbank bepaalt de duur van elke maatregel die ze ten gronde beveelt, met uitzondering van de berisping.

§ 2. De maatregelen eindigen wanneer de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt.

§ 3. Bij afwijking van paragraaf 2 kan de rechtbank :

1° bij vordering van de Procureur des Konings, in geval van aanhoudend wangedrag of gevaarlijk gedrag van de jongere, deze maatregelen ten gronde voor een bepaalde duur verlengen die de dag waarop de jongere de leeftijd van drieëntwintig jaar bereikt, niet overschrijdt. In dit geval wordt de vordering binnen de drie maanden die de dag waarop de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt, voorafgaan, bij de rechtbank aanhangig gemaakt ;

2° wanneer het als misdrijf omschreven feit na de leeftijd van zestien jaar gepleegd is, maatregelen ten gronde voor een bepaalde duur die de dag waarop de jongere de leeftijd van drieëntwintig jaar bereikt, niet overschrijdt, treffen of handhaven.

2. De berisping

Art. 79. De maatregel van berisping kan onafhankelijk van de leeftijd van de jongere op het moment van het vonnis uitgesproken worden.

3. Het toezicht van de bevoegde sociale dienst

Art. 80. Wanneer de jeugdrechtbank de jongere onder toezicht van de bevoegde sociale dienst plaatst, verduidelijkt hij het voorwerp alsook de aard van het verwachte toezicht. De dienst licht de rechtbank regelmatig over de uitvoering van de maatregel in.

4. De handhaving in de leefomgeving onder voorwaarden

Art. 81. § 1. Wanneer de rechtbank de jongere onder voorwaarden in zijn leefomgeving handhaaft, legt ze de duur hiervan die niet hoger dan één jaar in haar vonnis mag zijn, vast en motiveert ze haar beslissing.

§ 2. De jeugdrechtbank kan de jongere uitnodigen om, met bijstand van zijn advocaat, voorwaarden voor te stellen.

§ 3. De volgende voorwaarden kunnen aan de jongere opgelegd worden :

1. niet op bepaalde plaatsen komen ;
2. het huisarrest naleven waarvan de duur drie maanden niet mag overschrijden en waarvan de rechtbank de voorwaarden nader omschrijft ;
3. niet omgaan met bepaalde personen of hen niet lastigvallen ;
4. hem geregeld een school voor gewoon of bijzonder onderwijs laten bezoeken ;
5. de pedagogische richtlijnen van een centrum voor opvoedkundige voorlichting volgen ;
6. de medische en/of psychologische richtlijnen van een professionele hulpverlener, van een centrum voor geestelijke gezondheid, van een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of van een erkende psycho-medische-sociale dienst of van een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen volgen, indien de therapeutische noodzaak ervan vastgesteld is en op basis van een medisch attest indien de richtlijn een medisch karakter heeft ;
7. deelnemen aan een of meer opleidingsmodules of modules ter bewustmaking van de gevolgen van de gestelde handelingen, alsook van de invloed daarvan op eventuele slachtoffers georganiseerd door de dienst die de rechtbank aanwijst ;
8. ten belope van 150 uur of meer, bezoldigd werk verrichten met het oog op de schadevergoeding van het slachtoffer, indien de betrokkene minstens vijftien jaar is ;
9. zich tot de « conseiller de l'Aide à la Jeunesse » van Brussel of tot de gemandateerde voorzieningen wenden ;
10. een of meer bepaalde bezigheden niet uitoefenen, gelet op de specifieke omstandigheden ;

11. participer à une ou plusieurs activités sportives, sociales ou culturelles encadrées ;

12. respecter d'autres conditions ou interdictions ponctuelles dont le tribunal précise la durée et les modalités.

§ 4. La procédure est identique à celle visée à l'article 67.

5. Le placement en institution psychiatrique

Art. 82. § 1^{er}. Conformément à l'article 38 de la présente ordonnance, le placement dans un service psychiatrique en régime fermé sur décision médicale, ne peut se faire qu'en vertu de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

En cas d'application de cette loi par le tribunal, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le tribunal en est informé. Dans ce délai et sans pouvoir le prolonger, le tribunal statue sur toute autre mesure visée à l'article 77, alinéa 3 qu'il juge utile.

§ 2. En dehors de l'application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, le tribunal de la jeunesse ne peut confier le jeune à un service psychiatrique à régime ouvert en vue de son traitement que sur la base d'un certificat médical émanant d'un pédopsychiatre, à la suite d'un examen datant de quinze jours au plus, établissant la nécessité thérapeutique de cette mesure.

En cas d'urgence, le juge peut ordonner la mesure visée à l'alinéa 1^{er} sur la base d'un rapport médical circonstancié, à condition que la nécessité thérapeutique de la mesure soit confirmée par un certificat médical émanant d'un pédopsychiatre dans les trente jours qui suivent le début de la mesure.

§ 3. La mesure peut être cumulée avec une mesure d'accompagnement ou de guidance.

6. Le placement en institution publique

Art. 83. Lorsque le tribunal de la jeunesse décide de confier le jeune à une institution publique, sa décision détermine la durée de la mesure, qui ne peut être prolongée que pour des raisons exceptionnelles liées au comportement dangereux du jeune pour lui-même ou pour autrui, ainsi que le caractère ouvert ou fermé du régime et les objectifs du placement.

Art. 84. Le placement en institution publique en régime ouvert est privilégié par rapport à l'hébergement en institution publique en régime fermé.

Art. 85. Le tribunal ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou en régime fermé qu'à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits et qui :

1° soit a commis un fait qualifié infraction qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principale de cinq ans ou une peine plus lourde, autre qu'un fait qualifié de vol simple, recel ordinaire et fraude informatique ;

2° soit a commis un fait qualifié de coups et blessures, avec circonstance aggravante ;

3° soit a commis un fait qualifié violation grave du droit international humanitaire, infraction terroriste, attentat à la pudeur avec violence ou menaces, association de malfaiteurs ayant pour but de commettre des crimes ou encore un fait qualifié menaces contre les personnes tel que visé à l'article 327 du Code pénal ;

4° soit a précédemment fait l'objet d'un jugement définitif ordonnant une mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé et a commis un nouveau fait qualifié infraction ;

5° soit fait l'objet d'une révision de la mesure, conformément à l'article 44, § 1^{er}, pour le motif qu'il n'a pas respecté la ou les mesures, provisoires ou au fond, imposées précédemment relativement à un ou plusieurs faits qui permettaient le placement en institution publique. Dans ce cas, la durée de la mesure ne peut excéder six mois et ne peut être prolongée.

11. deelnemen aan een of meerdere sportieve, sociale of culturele activiteiten ;

12. andere voorwaarden of specifieke verbodsmaatregelen waarvan de rechtbank de duur en de modaliteiten nader omschrijft, in acht nemen.

§ 4. De procedure is identiek met die bedoeld in artikel 67.

5. De plaatsing in een psychiatrische instelling

Art. 82. § 1. In overeenstemming met artikel 38 van onderhavige ordonnantie, kan de plaatsing in een psychiatrische dienst in gesloten afdeling wegens medische beslissing enkel krachtens de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke gebeuren.

In geval van toepassing van deze wet door de rechtbank, wordt de beslissing van de dokter-diensthoofd om de maatregel op te heffen, pas na een termijn van vijf werkdagen te rekenen vanaf de dag dat de rechtbank hiervan op de hoogte gebracht is, uitgevoerd. Binnen deze termijn, en zonder deze te kunnen verlengen, doet de rechtbank een uitspraak over elke andere in artikel 77, 3de lid, bedoelde maatregel die hij nuttig acht.

§ 2. Buiten de toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke kan de jeugdrechtbank de jongere, met het oog op zijn behandeling, enkel aan een psychiatrische dienst met open afdeling toevertrouwen op basis van een medisch attest dat van een kinderspsychiater afkomstig is, na een onderzoek dat niet langer dan vijftien dagen geleden plaatsvond en dat de therapeutische noodzaak van deze maatregel staft.

In geval van dringendheid kan de rechter de in het 1ste lid bedoelde maatregel op basis van een gedetailleerd medisch verslag bevelen, op voorwaarde dat de therapeutische noodzaak van de maatregel binnen de dertig dagen na het begin van de maatregel door een medisch attest dat van een kinderspsychiater afkomstig is, gestaafd wordt.

§ 3. De maatregel kan met een maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding gecumuleerd worden.

6. De plaatsing in een openbare instelling

Art. 83. Wanneer de jeugdrechtbank beslist om de jongere aan een openbare instelling toe te vertrouwen, bepaalt haar beslissing de duur van de maatregel die enkel wegens uitzonderlijke redenen in verband met het gevaarlijke gedrag van de jongere voor zichzelf of voor anderen, verlengd kan worden, of de plaatsing in een open of gesloten afdeling gebeurt, alsook de doelstellingen van de plaatsing.

Art. 84. De plaatsing in een openbare instelling in open afdeling krijgt de voorkeur boven plaatsing in een openbare instelling in gesloten afdeling.

Art. 85. De rechtbank kan de plaatsingsmaatregel in een openbare instelling in open of gesloten afdeling enkel bevelen ten aanzien van de jongere die minstens veertien jaar is op het ogenblik van het plegen van de feiten en die :

1° ofwel een als misdrijf omschreven feit, uitgezonderd gewone diefstal, gewone heling en Internetfraude gepleegd heeft dat, indien het door een meerderjarige gepleegd was, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een correctionele hoofdgevangenisstraf van vijf jaar of een zwaardere straf als gevolg kan hebben ;

2° ofwel een als slagen en verwondingen omschreven feit, met verzwarende omstandigheid heeft gepleegd ;

3° ofwel een ernstige schending van het internationaal humanitair recht, een terroristisch misdrijf, een aanranding van de eerbaarheid met geweld of bedreigingen, vereniging van boosdoeners met als doel het plegen van misdaden of een feit dat beschouwd wordt als bedreiging van personen zoals bedoeld in artikel 327 van het Strafwetboek, heeft gepleegd ;

4° ofwel ten aanzien van hem reeds eerder een definitief vonnis is uitgesproken waarin een plaatsingsmaatregel in een open of gesloten afdeling van een openbare instelling werd opgelegd of een nieuw als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd ;

5° ofwel het voorwerp is van een herziening van de maatregel overeenkomstig artikel 44, § 1, om reden dat hij de eerder opgelegde, voorlopige maatregelen of maatregelen ten gronde in verband met een of meerdere feiten die de plaatsing in openbare instelling toelieten, niet nageleefd heeft. In dat geval mag de duur van de maatregel zes maanden niet overschrijden en kan ze niet verlengd worden.

Art. 86. Sans préjudice des conditions énumérées à l'article 85, le tribunal peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé à l'égard d'un jeune âgé de douze à quatorze ans qui a gravement porté atteinte à la vie ou à la santé d'autrui et dont le comportement est particulièrement dangereux.

Art. 87. L'hébergement en institution publique à régime fermé ne peut être imposé que lorsque le jeune a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui.

Art. 88. Le tribunal de la jeunesse peut assortir la mesure d'un sursis pour une durée de 6 mois à compter de la date du jugement, pour autant que le jeune s'engage à effectuer une prestation d'intérêt général à raison de 150 heures au plus.

Lorsque le tribunal de la jeunesse constate que le jeune n'a pas exécuté sa prestation, il peut révoquer le sursis après avoir entendu le jeune à propos de l'inexécution de la prestation.

Section 2. — Le dessaisissement

Art. 89. § 1^{er}. Si le jeune visé à l'article 2, 10°, b) déféré devant le tribunal de la jeunesse en raison d'un fait qualifié infraction était âgé de seize ans ou plus au moment de ce fait et que le tribunal estime inadéquate une mesure de protection visée à l'article 77, alinéa 3, il peut, par décision dûment motivée, se dessaisir et renvoyer l'affaire au procureur du Roi aux fins de poursuite devant les juridictions compétentes en vertu de l'article 57bis, § 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965 s'il y a lieu.

Le tribunal ne peut toutefois se dessaisir que si en outre les deux conditions cumulatives suivantes sont rencontrées :

1° le jeune a déjà fait l'objet d'une ou plusieurs mesures prononcées par ordonnance ou par jugement visées aux articles 64, alinéa 3, 2° à 10° ou 77, alinéa 3, 3° à 15° ou a vu son projet visé à l'article 58 homologué ;

2° le fait pour lequel le jeune est poursuivi consiste, au sens du Code pénal et des lois particulières :

– soit en une atteinte à l'intégrité physique ou psychique d'autrui qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, en vertu du Code pénal ou des lois particulières, une peine de réclusion de 5 ans ou une peine plus lourde ;

– soit en un fait qualifié d'infraction terroriste ou de violation grave du droit international humanitaire de nature à entraîner, en vertu du code pénal ou des lois particulières, une peine de réclusion de 5 ans ou une peine plus lourde ;

– soit en un fait punissable de la peine de la réclusion de dix à quinze ans ou d'une peine plus lourde.

Par dérogation à l'alinéa 2, le tribunal peut se dessaisir sans respecter la condition visée à l'alinéa 2, 1°, dans les cas où le fait pour lequel le jeune est poursuivi est :

– soit un fait qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine de réclusion de 15 à 20 ans ou une peine plus lourde ;

– soit un fait qualifié d'infraction terroriste ou de violation grave du droit international humanitaire qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine de réclusion de dix à quinze ans ou une peine plus lourde.

La motivation porte sur la personnalité du jeune et sur son degré de maturité.

Le présent article peut être appliqué lorsque l'intéressé a atteint l'âge de dix-huit ans au moment du jugement mais qu'il était âgé de seize ans ou plus au moment des faits. Il est dans ce cas assimilé à un mineur pour l'application de la présente section.

§ 2. Le tribunal ne peut se dessaisir d'une affaire qu'après avoir fait procéder à une étude sociale et à un examen médico-psychologique.

L'examen médico-psychologique a pour objectif d'évaluer la situation en fonction de la personnalité de la personne concernée et de son entourage, ainsi que du degré de maturité de la personne concernée. La nature, la fréquence et la gravité des faits qui lui sont reprochés, sont prises en considération dans la mesure où elles sont pertinentes pour l'évaluation de sa personnalité.

Art. 86. Zonder afbreuk te doen aan de in artikel 85 opgesomde voorwaarden, kan de rechtbank een plaatsingsmaatregel in een open of gesloten afdeling van een openbare instelling bevelen ten aanzien van een jongere tussen twaalf en veertien jaar die een ernstige aanslag heeft gepleegd op het leven of op de gezondheid van een persoon en van wie het gedrag uitzonderlijk gevaarlijk is.

Art. 87. De plaatsing in een openbare instelling in een gesloten afdeling kan alleen bevolen worden wanneer de jongere blijk geeft van een gedrag dat voor hemzelf of voor anderen gevaarlijk is.

Art. 88. De jeugdrechtbank kan de maatregel van een uitstel voor een duur van 6 maanden vergezeld laten gaan, te rekenen vanaf de datum van het vonnis, voor zover dat de jongere er zich toe verbindt om een prestatie van algemeen belang ten belope van 150 uur of meer te verrichten.

Wanneer de jeugdrechtbank vaststelt dat de jongere de prestatie niet heeft verricht, kan de rechtbank het uitstel herroepen, nadat de jongere in verband met het niet uitvoeren van de prestatie werd gehoord.

Afdeling 2. — De uithandengeving

Art. 89. § 1. Indien de jongere bedoeld in artikel 2, 10°, b) die voor de jeugdrechtbank voorgeleid is wegens een als misdrijf omschreven feit, zestien jaar of meer was op het moment van dit feit en de rechtbank van oordeel is dat een in artikel 77 3de lid bedoelde maatregel ongeschikt is, kan ze, door middel van een met redenen omklede beslissing, de zaak uit handen geven en de zaak naar de Procureur des Konings doorverwijzen met als doel de vervolging voor de bevoegde rechtscolleges krachtens artikel 57bis, § 1 van de wet van 8 april 1965, indien daartoe redenen zijn.

De rechtbank kan de zaak evenwel slechts uit handen geven indien bovendien de twee volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn :

1° de jongere heeft al het voorwerp van een of meerdere maatregelen uitgemaakt die door beschikking of door vonnis bedoeld in de artikelen 64, 3de lid, 2° tot 10° of 77, 3de lid, 3° tot 15° uitgesproken zijn of zijn project als bedoeld in artikel 58 werd gehomologeerd ;

2° het feit waarvoor de jongere vervolgd wordt, bestaat, in de zin van het Strafwetboek en de bijzondere wetten, uit :

– ofwel een aanval op de fysieke of psychische integriteit van iemand anders die, indien ze door een meerderjarige gepleegd was, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een straf van 5 jaar opsluiting of een zwaardere straf tot gevolg kan hebben ;

– ofwel uit een als terroristisch misdrijf omschreven feit of een ernstige schending van het internationaal humanitair recht dat, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een straf van 5 jaar opsluiting of een zwaardere straf tot gevolg kan hebben ;

– ofwel uit een feit dat strafbaar is met een straf van tien tot vijftien jaar opsluiting of een zwaardere straf.

Bij afwijking van het 2de lid, kan de rechtbank de zaak uit handen geven zonder de in het 2de lid, 1° bedoelde voorwaarde na te leven in de gevallen waarin het feit waarvoor de jongere vervolgd wordt, ofwel :

– een feit is dat, indien het door een meerderjarige gepleegd was, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een straf van 15 tot 20 jaar opsluiting of een zwaardere straf tot gevolg kan hebben ;

– een als terroristisch misdrijf omschreven feit of van ernstige schending van het internationaal humanitair recht is dat, indien het door een meerderjarige gepleegd was, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een straf van tien tot vijftien jaar opsluiting of een zwaardere straf tot gevolg kan hebben.

De motivering heeft betrekking op de persoonlijkheid van de jongere en op zijn graad van maturiteit.

Onderhavig artikel kan toegepast worden wanneer de betrokkene de leeftijd van achttien jaar bereikt heeft op het ogenblik van het vonnis, maar hij zestien jaar of ouder was op het ogenblik van de feiten. Hij wordt in dat geval met een minderjarige gelijkgesteld voor de toepassing van onderhavige afdeling.

§ 2. De rechtbank kan een zaak slechts uit handen geven nadat ze een sociaal onderzoek en een medisch-psychologisch onderzoek heeft laten uitvoeren.

Het medisch-psychologisch onderzoek heeft als doelstelling om de situatie in functie van de persoonlijkheid van de betrokkene en van zijn omgeving, alsook de graad van maturiteit van de betrokken persoon te beoordelen. De aard, de frequentie en de ernst van de feiten die hem worden ten laste gelegd, worden in aanmerking genomen in de mate dat ze voor de beoordeling van zijn persoonlijkheid van belang zijn.

Le tribunal peut se dessaisir d'une affaire sans disposer du rapport de l'examen médico-psychologique, lorsqu'il constate que le jeune se soustrait à cet examen ou refuse de s'y soumettre.

Le tribunal peut se dessaisir d'une affaire sans disposer de l'étude sociale et de l'examen médico-psychologique s'il s'agit d'un fait qualifié crime punissable d'une peine supérieure à la réclusion de vingt ans commis après seize ans et que le jeune n'est poursuivi qu'après avoir atteint l'âge de vingt ans.

TITRE IV. — Dispositions financières

Art. 90. Le tribunal de la jeunesse fixe, après enquête sur les capacités financières des intéressés, la part contributive des jeunes et des personnes qui leur doivent des aliments, dans les frais résultant des mesures prises en application des Titres II et III. Les débiteurs d'aliments qui ne sont pas à la cause y sont appelés.

La fixation d'une participation aux frais dans le chef d'un débiteur d'aliments autre qu'un ascendant au premier degré n'exclut pas l'octroi de subventions à ce débiteur d'aliments lorsque l'aide ou la protection est dispensée par son intermédiaire.

Les décisions fixant les parts contributives sont susceptibles d'appel et de révision.

La violation des obligations imposées par ces décisions est punie conformément aux dispositions de l'article 391*bis* du Code pénal.

Le recouvrement des frais mis à charge des intéressés est poursuivi par le Gouvernement compétent.

En cas d'exécution forcée, le recouvrement, par les pouvoirs qui allouent des subsides, des frais mis à charge des intéressés est poursuivi à l'intervention de l'administration de l'enregistrement et des domaines, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949. L'action se prescrit par cinq ans conformément aux dispositions de l'article 2277 du Code civil.

TITRE V. — Dispositions abrogatoires

Art. 91. L'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse est abrogée.

Art. 92. La loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction est abrogée.

Art. 93. Sont abrogées les dispositions suivantes de la loi du 8 avril 1965 :

- 1° au sein du Titre préliminaire, le point 4° ;
- 2° l'article 29*bis* ;
- 3° l'article 36*bis* alinéas 1 et 2 ;
- 4° l'article 37 ;
- 5° l'article 37*bis* ;
- 6° l'article 37*ter* ;
- 7° l'article 37*quater* ;
- 8° l'article 37*quinquies* ;
- 9° l'article 42 ;
- 10° l'article 43 ;
- 11° l'article 45*bis* ;
- 12° l'article 45*ter* ;
- 13° l'article 45*quater* ;
- 14° l'article 50 ;
- 15° l'article 52 ;
- 16° l'article 52*bis* ;
- 17° l'article 52*quater*, alinéas 1 à 8, et la phrase suivante de l'alinéa 10 : « Passé ce délai, la mesure cesse d'être d'application. » ;
- 18° l'article 52*quinquies* ;
- 19° l'article 53 ;
- 20° l'article 57*bis*, § 1^{er}, à l'exception des mots, à l'alinéa 1^{er}, « devant, soit, si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un délit ou crime correctionnalisable, une chambre spécifique au sein du tribunal de la jeunesse qui applique le droit pénal commun et la

De rechtbank kan een zaak uit handen geven zonder over het verslag van het medisch-psychologisch onderzoek te beschikken, wanneer ze vaststelt dat de jongere zich onttrekt aan dit onderzoek of weigert zich eraan te onderwerpen.

De rechtbank kan een zaak uit handen geven zonder over het sociaal onderzoek en het medisch-psychologisch onderzoek te beschikken, indien het gaat om een als misdaad omschreven feit dat strafbaar is met een straf hoger dan twintig jaar opsluiting en dat na de leeftijd van zestien jaar gepleegd is en de jongere pas vervolgd wordt nadat hij de leeftijd van twintig jaar bereikt heeft.

TITEL IV. — Financiële bepalingen

Art. 90. De jeugdrechtbank stelt, na onderzoek van de financiële vermogens van de belanghebbenden, de bijdrage van de jongeren en de personen die hen levensonderhoud verplicht zijn in de kosten die voortvloeien uit de in toepassing van Titels II en III genomen maatregelen, vast. De onderhoudsplichtigen die niet gedagvaard werden, worden opgeroepen.

De vaststelling van een deelname in de kosten in hoofde van een onderhoudsplichtige die niet in de eerste graad met de onderhoudsge-rechtigde verwant is, sluit niet uit dat er subsidies aan deze onder-houdsplichtige toegekend kunnen worden wanneer de hulp of de bescherming via hem geboden wordt.

De beslissingen die de bijdragen vaststellen, kunnen het voorwerp zijn van beroep en herziening.

De niet-nakoming van de verplichtingen die door deze beslissingen worden opgelegd, wordt bestraft in overeenstemming met de bepalingen uit artikel 391*bis* van het Strafwetboek.

De invordering van de kosten die ten laste vallen van de belangheb-benden wordt door de bevoegde Regering opgevolgd.

In geval van gedwongen tenuitvoerlegging, wordt de invordering, door de instanties die de subsidies toekennen, van de kosten die ten laste worden gelegd van de belanghebbenden, opgevolgd met tussen-komst het bestuur der Registratie en Domeinen, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 decem-ber 1949. De rechtsvordering verjaart per vijf jaar, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek.

TITEL V. — Opheffingsbepalingen

Art. 91. De ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren is wordt opgeheven.

Art. 92. De wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaat-sing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd wordt, wordt opgeheven.

Art. 93. De volgende bepalingen van de wet van 8 april 1965 worden opgeheven :

- 1° in de Inleidende titel, de punt 4° ;
- 2° artikel 29*bis* ;
- 3° artikel 36*bis* leden 1 en 2 ;
- 4° artikel 37 ;
- 5° artikel 37*bis* ;
- 6° artikel 37*ter* ;
- 7° artikel 37*quater* ;
- 8° artikel 37*quinquies* ;
- 9° artikel 42 ;
- 10° artikel 43 ;
- 11° artikel 45*bis* ;
- 12° artikel 45*ter* ;
- 13° artikel 45*quater* ;
- 14° artikel 50 ;
- 15° artikel 52 ;
- 16° artikel 52*bis* ;
- 17° artikel 52*quater*, leden 1 tot 8, en de volgende zin van het 10de lid : « Na het verstrijken van deze termijn vervalt de maatregel. » ;
- 18° artikel 52*quinquies* ;
- 19° artikel 53 ;
- 20° artikel 57*bis*, § 1, met uitzondering van de woorden, in het eerste lid, « voor ofwel, indien de betrokkene ervan wordt verdacht een wanbedrijf of correctionaliseerbare misdaad te hebben gepleegd, een bijzondere kamer binnen de jeugdrechtbank die het gemeen strafrecht

procédure pénale commune, s'il y a lieu, soit, si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un crime non correctionnalisable, une cour d'assises composée conformément aux dispositions de l'article 119, alinéa 2, du Code Judiciaire, s'il y a lieu » et les §§ 2 et 4 ;

21° l'article 59 ;

22° l'article 60, à l'exception de la phrase suivante de l'alinéa 3 : « Le greffe adresse sans délai une copie de la requête au ministère public » ;

23° l'article 72 ;

24° l'article 74 ;

25° l'article 79 ;

26° l'article 85 ;

27° l'article 89.

TITRE VI. — Dispositions transitoires

Art. 94. Les mesures prononcées par le juge ou le tribunal de la jeunesse sur la base de la loi du 8 avril 1965 qui sont pendantes à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance continuent à s'appliquer.

Une affaire portée devant le juge ou le tribunal de la jeunesse sur la base de la loi du 8 avril 1965 pour laquelle une décision est intervenue à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance mais qui n'est pas encore appliquée, sera appliquée conformément à la décision prise.

Les règles prévues dans la loi du 8 avril 1965 relative à la mise en œuvre des mesures provisoires de garde et d'investigations ainsi que des mesures de garde et d'éducation visées aux premier et deuxième alinéas sont d'application.

En ce qui concerne des faits commis avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et pour lesquels aucune décision n'est encore intervenue, la présente ordonnance est d'application sous réserve de l'article 2 du Code pénal.

TITRE VII. — Dispositions finales

Art. 95. La présente ordonnance entre en vigueur à une date à déterminer par le Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Art. 96. Dans les trois ans de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le Collège réuni soumet à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune un rapport d'évaluation de la présente ordonnance.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2019.

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,

D. GOSUIN

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films,

P. SMET

La Membre du Collège réuni compétente pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films,

C. FREMAULT

—
Note

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

Session ordinaire 2018-2019

B-175/1 Projet d'ordonnance.

B-175/2 Rapport.

B-175/3 Amendements après rapport.

Discussion et adoption : séance du mardi 30 avril 2019.

en de gemeenrechtelijke strafprocedure toepast, als daartoe grond bestaat, ofwel, indien de betrokkene ervan wordt verdacht een niet-correctionaliseerbare misdaad te hebben gepleegd, een hof van assisen dat samengesteld is overeenkomstig de bepalingen van artikel 119, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, als daartoe grond bestaat » en de §§ 2 en 4 ;

21° artikel 59 ;

22° artikel 60, met uitzondering van de volgende zin van het derde lid : « De griffie bezorgt het openbaar ministerie onverwijld een afschrift van het verzoekschrift » ;

23° artikel 72 ;

24° artikel 74 ;

25° artikel 79 ;

26° artikel 85 ;

27° artikel 89.

TITEL VI. — Overgangsbepalingen

Art. 94. De door de rechter of de jeugdrechtbank uitgesproken maatregelen op basis van de wet van 8 april 1965 die hangende zijn op de datum van inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie zijn verder van toepassing.

Een zaak die voor de rechter of de jeugdrechtbank gebracht is op basis van de wet van 8 april 1965 waarvoor er een beslissing op de datum van inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie genomen is, maar die nog niet toegepast is, zal overeenkomstig de genomen beslissing toegepast worden.

De in wet van 8 april 1965 bedoelde regels in verband met de uitvoering van de voorlopige bewarings- en onderzoeksmaatregelen, evenals de bewarings- en opvoedingsmaatregelen als bedoeld in de eerste en tweede leden zijn van toepassing.

Huidige ordonnantie is van toepassing op de feiten die gepleegd zijn voor de inwerkingtreding van huidige ordonnantie en waarin nog geen enkele beslissing werd genomen, onder voorbehoud van artikel 2 van het Strafwetboek.

TITEL VII. — Slotbepalingen

Art. 95. Onderhavige ordonnantie treedt in werking op een datum die nog door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bepaald moet worden.

Art. 96. Binnen de drie jaar van de inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie, legt het Verenigd College aan de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een evaluatieverslag van onderhavige ordonnantie voor.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2019.

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen,

D. GOSUIN

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

P. SMET

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

C. FREMAULT

—
Nota

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

Gewone zitting 2018-2019

B-175/1 Ontwerp van ordonnantie.

B-175/2 Verslag.

B-175/3 Amendementen na verslag.

Bespreking en aanneming : vergadering van dinsdag 30 april 2019.